

LES ÎLES ET L'ARCHIPEL



LES ÎLES ET L'ARCHIPEL

POURQUOI LA GAUCHE (RE)VIVRA

CHRISTIAN PAUL

Fondation Jean Jaurès

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation
Jean Jaurès

**LES ÎLES ET
L'ARCHIPEL**
POURQUOI LA GAUCHE (RE)VIVRA

CHRISTIAN PAUL

Christian Paul est député de la Nièvre. Secrétaire d'État dans le gouvernement de Lionel Jospin (2000-2002), il est membre du Bureau national du Parti socialiste ; il a créé et présidé le Laboratoire des idées, aux côtés de Martine Aubry, de 2008 à 2012. Il anime aujourd'hui le courant « À Gauche pour gagner » au sein du Parti socialiste.

Il est notamment l'auteur de *Pour une République européenne* (avec Stefan Collignon, Odile Jacob, 2008) et a dirigé l'ouvrage collectif *Pour changer de civilisation* (Odile Jacob, 2011). Pour la Fondation Jean-Jaurès, il est le coauteur de l'essai *Vers la cité numérique ?* (avec Maurice Ronai et Jean-Noël Tronc, préface de Dominique Strauss-Kahn, 2002).

INTRODUCTION

La France, pays meurtri, a besoin d'un projet optimiste. Notre peuple, malgré ses fractures et ses blessures, ne fait pas le deuil de l'espoir et du progrès. La France n'est pas simplement une idée, mais un message. La France parle encore au monde, déploie ses valeurs et ses talents. Elle ne cédera au grand repli redouté que si nulle vision claire de son avenir ne s'impose.

J'ai rédigé ces pages pour servir mon pays. Parce que je crois en la France, je veux contribuer à rendre son destin plus lisible, pour maîtriser les grands changements qui la traversent et réagir aux graves défaillances qui la minent. Parce que je suis fidèle à nos engagements, j'affirme comme Tocqueville, qu'il y a « des résistances honnêtes et des rébellions légitimes ». Parce que la prochaine gauche se prépare déjà, et qu'elle a l'énergie et l'intelligence de demain, nous devons aux Français l'inventaire des dernières années d'exercice du pouvoir.

J'invite à ne pas faire défaut : rien ne serait pire que de subir en silence les combats qui s'annoncent en 2017 comme les soldats d'une armée morte.

Au hasard de la lecture d'un livre de Yann Moix, bien loin de la politique, je suis tombé en arrêt sur une phrase qui me paraît définir le quinquennat qui s'achève : « L'événement est toujours victorieux du monde. Il trahit les prévisions, assassine les théories. La réalité ne lui résiste jamais¹. »

1. Yann Moix, *Une simple lettre d'amour*, Paris, Grasset, 2015.

Je m'insurge contre cette fatalité qui déboussole la France : l'action politique, guidée d'abord par les événements, ferait l'impasse sur les idées au profit de la gestion tactique de l'instant. C'est justement ce que les Français ont perçu comme un défaut de cap, et une politique sans principes. Ma conviction, je vous la livre : une alternance offensive et crédible est possible à gauche, après le quinquennat « défensif », trop défensif de François Hollande. Ce n'est pas une utopie, mais la seule manière réaliste d'envisager l'avenir de la gauche, dans *la renaissance d'une gauche de transformation*.

Oui, 2012 demeurera pour beaucoup de Français une alternance fictive. L'alternance, à chaque époque, a pour but de briser les fatalités qu'une majorité épuisée considère comme des contraintes intangibles. Pourtant, ce n'était pas une victoire empoisonnée, malgré l'héritage désastreux dont nous avons connaissance.

Or, les Français ne se sentent ni mieux protégés contre les chocs économiques, ni plus égaux qu'en 2012, ni plus libres, ni plus fraternels. L'exécutif a su réagir avec courage et détermination à l'offensive sans précédent dont la France a été la cible. Mais il devient mortifère, à droite comme à gauche, de vouloir faire du terrorisme l'enjeu unique de l'élection présidentielle, renonçant ainsi à proposer des solutions pour réussir les transformations du pays. Ce « grand déplacement » de la République sociale vers la sécurité identitaire nourrit le récit très fataliste d'un pouvoir désormais en panne d'imagination derrière ses accents guerriers. Les risques de catastrophe politique, évidents depuis le printemps 2014, ne suffisent plus à ressouder un électorat profondément déçu et une base sociale en grande colère. Je mesure les risques immenses du retour de la droite ou, pire, d'une marche sur l'Élysée du Front national. C'est pourquoi je mène cette bataille, pour alerter et pour convaincre.

J'invite à oser tourner cette page de notre histoire. Quatre défaites électorales majeures, sans précédent depuis la création du Parti socialiste en 1971, n'ont pas entamé les certitudes paresseuses.

Au royaume de la pensée unique, la police des esprits assèche la gauche ; elle a dévitalisé le Parti socialiste. Chercher un autre chemin témoignerait, nous dit-on, de l'incapacité à assumer l'épreuve du pouvoir. C'est une mauvaise fable. Je ne crois pas que les socialistes, prisonniers d'un long remords, aient un rapport tourmenté au pouvoir. Il existe plusieurs conceptions de son exercice et de ses finalités. Il n'était pas écrit d'avance en 2012 que le réformisme de ce quinquennat serait tiède. Ne pas suivre sur leur pente les partisans des renoncements me paraît honorable. Et le retour dans l'opposition n'est jamais un soulagement, juste un amer lendemain de défaite.

En 2017, le pays décide de son avenir. Là se jouera aussi le futur de la gauche française. La dislocation la menace. Elle guette également la droite, aimantée par les thèmes de l'extrême droite et gavée de programmes ultralibéraux. La primaire de la droite les aura répétés sans imagination jusqu'à l'écœurement.

Faut-il dire ces gauches irréconciliables, engagées dans une destruction mutuelle assurée ? Depuis 2012, la majorité qui avait soutenu l'élection de François Hollande s'est rétrécie à chaque étape. Manuel Valls a aggravé ces clivages, dans les partis et dans le pays. Aucune malédiction ne poussait pourtant à cette déchirure. Lionel Jospin et Martine Aubry, François Mitterrand avant eux, ont su réunir des forces dispersées. Les gauches n'ont cessé d'être plurielles tout au long du XX^e siècle. Mais, pour qu'elles ne soient pas condamnées à une interminable traversée du désert, encore faut-il qu'elles sachent construire des coalitions. *Les îles doivent savoir faire archipel*.

Tirer les leçons des changements du monde quand on exerce le pouvoir ou que l'on s'y prépare est une exigence élémentaire. Le séisme de 2008 avait confirmé à la gauche qu'il fallait engager sans tabous la critique des excès du capitalisme, et inventer des régulations volontaristes face au monde financier, à la croissance des inégalités et à la précarité sur le marché du travail. Stiglitz le dit à raison : les laissés-pour-compte de la mondialisation, les victimes du déclassement et des injustices ne pardonneront pas de sitôt à ceux qui les abandonnent². En France, la victoire de 2012 s'est muée en gâchis historique : elle n'a pas répondu aux attentes populaires, ni activé une croissance soutenable. Loi bancaire, réforme fiscale, avenir du travail : à chaque étape, nos propositions se sont heurtées aux conformismes, aux lobbies et aux dogmes bien infiltrés dans un gouvernement issu des rangs de la gauche. L'improvisation a remplacé l'ambition.

Nous avons décidé de chercher une voie différente, pour *réinventer une gauche de transformation*, qui ne se contente pas de maintenir en l'état un modèle français perclus d'inégalités et de privilèges.

Le pays court de grands risques quand on s'exonère de gouverner démocratiquement pour vassaliser le Parlement, dévitaliser le parti majoritaire et oublier la société. Pierre Rosanvallon invite à réfléchir sur la démocratie : « Nos régimes peuvent être dits démocratiques, ils ne sont pas gouvernés démocratiquement. C'est le grand hiatus qui nourrit le désenchantement et le désarroi contemporains³. » Le crédit de la parole publique, mis à mal depuis des décennies, est à reconstruire. La tentation monarchique à la française que l'on croyait archaïque se perpétue.

La loi Travail a illustré cette grave défaillance. Mal négociée, contraire aux engagements principaux de la gauche, dégradant les relations sociales et le contrat de travail sous couvert de rapprocher la négociation des entreprises, elle a enterré l'ambition de démocratie sociale portée en 2012 comme une marque du quinquennat. Le refus du débat au Parlement sur un tel sujet et l'ampleur de la désapprobation dans le pays ont provoqué une rupture inutile et durable entre le PS et le monde salarial.

La confiance pourra renaître peu à peu si une refondation démocratique par référendum constitutionnel devient le premier acte du futur mandat présidentiel, en commençant par rééquilibrer les pouvoirs pour la première fois depuis 1958, et par supprimer l'article 49.3. Quand un peuple doute de ses institutions, qu'une oligarchie s'applique à les confisquer, les placebos aggravent le mal. Il ne suffit pas d'accélérer la décision publique, ou de simplifier les lois et les règlements. C'est bien la légitimité qui fait terriblement défaut. La participation citoyenne, la mobilisation de la société tout entière, la « démocratie en continu » dont rêvait Mendès France, mais aussi le pouvoir parlementaire et la fonction des syndicats sont à construire ou à recréer. L'alternance à gauche doit d'abord être l'entrée dans un nouvel âge démocratique.

Avec la démocratie, nous pouvons. Ce cri, je l'entends partout en Europe. Nous pouvons convaincre de l'audace d'une altercroissance, d'un *nouveau modèle* de développement durable capable d'encourager les entreprises qui jouent le jeu de la France, de réussir une conversion écologique en dix ans, de faire monter en qualité une économie de la connaissance et du partage, de partager les richesses créées, de réagir aux phénomènes massifs d'appauvrissement et d'inventer une fiscalité globale et moderne.

2. Joseph Stiglitz, *La Grande Fracture*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2015.

3. Pierre Rosanvallon, *Le Bon Gouvernement*, Paris, Le Seuil, 2015.

Nous pouvons défendre *un projet de société pour l'avenir du travail* comme alternative au chômage de masse : refus de la fin du salariat, règles protectrices du travail indépendant, extension des territoires zéro chômeurs, relance de la réduction du temps de travail, et surtout création « en grand » de la sécurité sociale professionnelle pour éviter l'horreur de la précarité dans les vies quotidiennes de l'économie numérisée.

Nous pouvons engager un *plan République* pour réveiller *l'égalité* en panne, éviter la séparation de territoires entiers, urbains et ruraux, forger la laïcité d'aujourd'hui sans un imaginaire de guerre civile et réformer l'État, en bas et en haut, par un puissant mouvement d'innovation publique.

Nous pouvons *reconquérir des souverainetés*. Celle du peuple européen pour les grandes affaires qu'il doit gérer dans une démocratie commune : ses frontières et l'accueil des réfugiés ou des migrants, sa monnaie et les grands investissements, sa défense, le défi climatique. Celle du peuple français car le marché ne peut pas tout, et la France peut encore beaucoup quand il s'agit de nos intérêts nationaux, de nos biens communs, de l'éducation ou de la santé.

Forger les idées qui fondent l'alternance à gauche après avoir remporté la primaire, imaginer une stratégie majoritaire et une coalition des forces, c'est l'urgence en ce moment clé d'un long parcours dans l'histoire de la France. Les projets cheminent et convergent déjà dans la gauche associative, culturelle, syndicale et politique. Dans un moment proche, sans succomber à l'illusion présidentialiste, il faudra faire mouvement pour une démarche commune, en sachant transformer des formes partisanes dépassées. À défaut, c'est la gauche tout entière qui fera de la figuration en 2017, et pour longtemps.

LE MONDE A CHANGÉ ! ET APRÈS ?

Tout a changé, sans nul doute. Mais les aspirations humaines et la destination d'un projet politique progressiste, elles, sont restées les mêmes : bonheur privé et autonomie, vie décente, sécurités collectives, aspiration à l'égalité et à la justice, respect de l'appartenance à des systèmes de valeurs multiples qui cohabitent dans la société.

Le philosophe Michaël Fœssel écrit justement : « Ce n'est pas parce qu'un idéal s'est fourvoyé que les désirs qui le motivaient ont cessé d'être valables. » L'engagement politique doit s'illustrer dans les progrès de l'égalité, l'approfondissement des libertés, dans la protection de chacun face au récit des puissants qui fait fi de nos vies. Comment construire un agenda politique qui soit celui des Français, et pas seulement des partis ? Comment ne pas se tromper radicalement de sujets et de priorités, comment échanger des fausses pistes contre de vraies boussoles ?

L'achèvement des Trente Glorieuses a produit une crise de la redistribution, avec son cortège de privations, sa paupérisation, ses rationnements budgétaires ou la réduction des protections. La crise de l'État providence est décrétée dès la fin des années 1970. Plutôt qu'à une recherche ingénieuse de solutions nouvelles, c'est à la révolution néolibérale que les peuples ont été conviés. Ce rendez-vous manqué des années 1980 pèse encore aujourd'hui dans des politiques d'austérité plus ou moins rigoureuses.

Les transformations majeures du monde contemporain sont à rechercher dans la révolution numérique, l'explosion des modèles économiques, la localisation des productions loin de l'Europe, les chocs démographiques. Ces transformations se déploient tous les jours, dans un moment de l'histoire humaine où les enjeux écologiques sont plus pressants que jamais.

Quelques exemples parmi un grand nombre illustrent la difficile adaptation de la France aux temps nouveaux, probablement parce qu'il ne peut s'agir seulement d'une adaptation subie. À chaque fois, le manque d'ambition des solutions conduit à choisir des digues illusoire plutôt que des formes innovantes d'intervention publique ou de nouvelles régulations. Et si les réformateurs autoproclamés ne dressaient que d'inutiles lignes Maginot ? Et si les modernes n'étaient pas ceux que l'on croit ?

UNE RÉACTION NATIONALE TARDIVE FACE AU DÉCLIN INDUSTRIEL

La désindustrialisation a façonné la géographie française. On en connaît les termes. L'euro longtemps trop fort, l'exigence de rentabilité très élevée du capital, la concurrence très court-termiste, la consommation explosive des ressources rares ont particulièrement touché l'industrie française. De plus, le démontage du tissu industriel est advenu sans plus de résistance qu'ailleurs en Europe, à l'exception peut-être du cas de l'Allemagne. Il a pour conséquence, selon Patrick Artus, la « disparition de la classe moyenne industrielle⁴ ». La valeur

4. Patrick Artus, Marie-Paule Virard, *Globalisation, le pire est à venir*, Paris, La Découverte, 2008.

ajoutée issue de l'industrie manufacturière a chuté à près de 10 %. Le dumping social en est une cause essentielle. Le processus désordonné de libéralisation commerciale et financière n'a jamais été endigué. Il a évidemment accéléré le déménagement des industries par l'exigence d'un meilleur profit, à l'horizon le plus court. C'est aussi l'affaiblissement d'un modèle public/privé singulier qui réunit la recherche, les universités, les grandes écoles et les entreprises. Le management très vertical à la française et nombre d'erreurs stratégiques célèbres n'ont pas été pour rien dans le recul industriel national.

Bien sûr, cette tendance longue n'empêche pas l'existence de champions français dans de nombreux domaines. La France a progressé en vingt ans dans le top des multinationales. Mais les restructurations, après les délocalisations massives, n'ont pas été suivies de spécialisations nouvelles d'une ampleur suffisante. Plus visible, la force de nos très grandes entreprises contraste avec la faiblesse de nos PME et ETI.

La montée en qualité de l'industrie d'un pays ne tombe pas du ciel. En France, l'État a toujours tenu un rôle majeur. La montée en gamme et les nouvelles spécialisations sont vitales pour maintenir le pouvoir d'achat et la protection sociale. Le statu quo n'est plus possible.

C'est d'abord pour soutenir ces efforts qu'il fallait allouer des moyens massifs, au lieu de s'égarer dans des pistes hasardeuses. Nous avons passé au crible de la critique le Pacte de responsabilité, persuadés qu'une bonne partie des 40 milliards d'euros de baisses de cotisations et d'impôts sans contreparties aurait dû être investie ailleurs et autrement. Une politique de soutien ciblé aux entreprises qui jouent le jeu de la France n'est jamais condamnable. Cette politique de l'offre coûteuse et menée à l'aveugle a tenté de restaurer – faiblement puisque

l'on arrose large ! – les marges des entreprises sans que les investissements, les embauches ou les formations y soient subordonnés. Pour cela, elle a épuisé les marges de manœuvre du pays.

En cinq ans, rien n'a changé. Là où les sites ont été fermés, l'État et les collectivités locales, tout comme les entreprises, pourtant en première ligne, n'ont pas su inventer les processus de transformation des territoires et des emplois qui permettraient aux salariés d'avoir confiance dans les opérations de revitalisation. La Banque publique d'investissement reste une banque comme les autres. Dans cette deuxième France, les cellules d'outplacement sont accueillies sans espoir, le chômage s'est installé comme une fatalité, l'isolement et l'amertume prennent le dessus.

Après 2012, sous l'impulsion d'Arnaud Montebourg, la France a tenté de réinventer la politique industrielle, c'est-à-dire simultanément des politiques de compétitivité, de filières, d'environnement, de transition.

Les épisodes récents des traités de libre-échange, le TAFTA avec les États-Unis et le CETA avec le Canada, ont démontré la persistance dans l'erreur de l'Union européenne, qui désarme ses protections plutôt que de construire le cadre d'un juste échange. S'agissant des productions industrielles, mais aussi de l'alimentation, l'on assiste à l'embryon d'un mouvement de relocalisation, de maîtrise des circuits plus courts, et à un changement de comportement du consommateur, qui commence à encourager les produits dont il connaît l'origine.

LA PROMESSE INACHEVÉE DU MONDE NUMÉRIQUE

La révolution numérique est *notre* révolution industrielle. Avec elle, tout est possible. Comme toute révolution industrielle, elle augmente les capacités individuelles et l'intelligence collective. Mais elle déploie aussi sa part de violence économique. La « barbarie » *soft* des start-ups monte à l'assaut des empires. Les disruptions ne sont pas des contes de fées, elles désintègrent l'organisation sociale, comme l'a prophétisé Bernard Stiegler.

L'économie numérique erre entre jungle et bons sentiments. Dès 2012, Nicolas Colin et Henri Verdier dessinaient dans *L'Âge de la multitude* la nouvelle étape d'une révolution engagée dès les années 1970, avec la première vague d'informatisation de la société française, poursuivie depuis vingt ans par les plus puissantes transformations de l'histoire contemporaine. « La révolution numérique est d'abord une révolution économique et sociale [...]. Elle procède des propositions d'entrepreneurs qui s'emparent de ressources technologiques et qui s'en servent pour changer le monde⁵ », c'est-à-dire l'usine et le transport, l'éducation et l'urbanisme. Le numérique libère en apparence des liens hiérarchiques, géographiques, temporels. Mais il favorise la précarité et de nouveaux taylorismes.

Réussir ces transitions relève d'une puissance publique active, qui anticipe au lieu de subir. Elle n'y parviendra pas en bâtissant d'inutiles digues de sable, ni en accélérant une dérégulation sauvage, coûteuse en conséquences humaines et sociales.

Le cas d'Uber illustre cette incapacité publique à se montrer agile face aux innovations de rupture. Quand le monde numérique

5. Nicolas Colin et Henri Verdier, *L'Âge de la multitude. Entreprendre et gouverner après la révolution numérique*, Paris, Armand Colin, 2012.

rencontre l'aspiration à la mobilité, cela produit une application dont le caractère transitoire commence à apparaître. Si nous n'y prenions garde, Uber nous conduirait à revoir le droit du travail à la baisse, alors qu'il paraît juste de vouloir requalifier en salariés d'un nouveau type ces chauffeurs externalisés en « travailleurs indépendants ».

Cet exemple n'est qu'une partie émergée de la numérisation de l'économie. L'essentiel réside dans deux tendances lourdes : les progrès de l'automatisation, qui vont réduire la place des professionnels peu qualifiés, et la fin des intermédiations traditionnelles, qui contribuent à créer un nouveau précarariat.

Les *success stories* ne sont pas toujours des réussites sociales, et leur modèle peut s'effondrer. Au cœur de l'été 2016, dans un domaine proche, celui de la livraison de repas en vélo à Paris, on a pu constater l'extrême précarité de ce nouveau prolétariat lorsque 2 500 cyclistes livreurs de la société Take it easy se sont vus informés qu'ils étaient privés de leur principale source de revenus par un simple mail. Métiers nouveaux et nouveaux drames.

Et pourtant, si nous n'allons pas plus vite et plus loin dans l'appropriation collective de la révolution numérique, nous passerons à côté d'immenses bénéfices pour nos vies dans la société numérisée, sans pour autant prévenir de probables dégâts. Alors, Internet ne sera que « la nouvelle frontière du néolibéralisme », risque parfaitement dépeint par Evgeny Morozov⁶. L'invention des nouveaux modèles et des formations des Hommes aux métiers de demain doit mêler stratégies industrielles et innovations technologiques, sociales et juridiques. Elle doit avancer avec l'obsession du mieux-disant écologique et social. *Le*

marché ne fait pas tout et c'est l'intérêt général qu'il faut viser. En cela, la gauche française affiche un retard à l'allumage qui n'a pas échappé à des pans entiers de son électorat. Les plus « fragiles » se sentent peu ou mal protégés, les plus « modernes » discernent le manque de vision de l'avenir et le conformisme des solutions.

En éclaireurs, les industries culturelles ont vécu de plein fouet une aventure qui marque les fragilités et la cécité de l'époque. Les modèles économiques de la musique et du cinéma figurent parmi les premiers à avoir été ébranlés sous la pression des changements technologiques et l'apparition des géants d'un nouveau capitalisme, informationnel et non plus industriel. Le numérique a totalement bouleversé le processus de diffusion des œuvres musicales et cinématographiques, et la chaîne de valeur du cinéma et de l'industrie du disque. L'épisode de l'affaire Hadopi a provoqué une croisade aveugle des lobbies, enchaînant les artistes au passé. Cette lecture régressive de la modernité les fragilise, par le refus d'explorer les nouveaux canaux de diffusion et des rémunérations inédites. La profession et ses juristes ont convaincu le législateur de dresser d'impuissants remparts de papier là où il faut réécrire les droits d'auteur, accepter un espace d'échange non marchand et organiser une rémunération mutualisée prélevée sur les réseaux et les intermédiaires.

C'est le propre de la révolution numérique : à l'enthousiasme des deux dernières décennies sont venus s'ajouter le blues numérique devant des phénomènes sociaux très inquiétants, et le bluff « technologique » quand des solutions à tous les problèmes de la planète semblent surgir des laboratoires. Les bienfaits s'effacent-ils désormais devant les menaces ?

6. Evgeny Morozov, *Le Mirage numérique. Pour une politique des Big Data*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2015.

ADAPTATION OU TRANSFORMATION

Dans ce monde qui change sans que rien ne change en mieux pour beaucoup de nos contemporains, à quelle hauteur la gauche française et européenne doit-elle hisser son ambition transformatrice ? La France va continuer à muter à grande vitesse. L'économie la presse, et la politique court derrière. La gauche doit parler le langage de son époque, mais sans perdre de vue ses finalités, ses choix de société.

Compromis ou démission ?

S'il se cantonne à la gestion ou à l'adaptation, notre engagement oublie sa raison d'être. À l'horreur économique comme aux obsessions identitaires, il doit opposer les bonheurs possibles.

Le récent plaidoyer en faveur d'un « compromis d'adaptation progressiste à la globalisation⁷ » de Henri Weber dans *L'Éloge du compromis*⁸, s'il est sincère, ne suffit pas à lui conférer les attraits d'un nouveau récit mobilisateur. Et beaucoup de nos concitoyens voient dans cet affaiblissement du réformisme une démission de nos devoirs historiques.

Sous couvert de mieux comprendre la modernité, la globalisation et la numérisation, le « compromis d'adaptation » en accepte le plus souvent les versions les plus brutales, à commencer par la précarité du travail. Il sanctuarise les rentes, les rapports de domination. Il accepte de ne rechercher que quelques modestes compensations pour les perdants et pour ceux qui souffrent. Il renonce

à poser sérieusement, par exemple par la progression du pouvoir d'achat et des salaires, ou par une vraie réforme fiscale, la question lancinante et incontournable du partage des richesses. À baisser ainsi la garde, le souffle de Davos finit par l'emporter sur l'esprit de Philadelphie.

Si l'on regarde de près les résultats, et non les seules intentions des décideurs, il s'agit ni plus ni moins de laisser imposer aux peuples et aux démocraties la mondialisation mal régulée, la financiarisation excessive de l'économie et les dérives dont la troisième révolution industrielle, celle du numérique, est hélas capable.

Est-ce affaire de curseur ? À tel niveau de prélèvements, on quitterait l'adaptation pour la révolution ? Je ne le crois pas. L'essentiel reste d'affirmer quels principes on défend, et quelles catégories de la population on protège prioritairement. Les rapports de force et les contraintes des marchés ne sont pas des données objectives et immuables. Il faut d'abord vouloir les affronter. La démocratie se nourrit de conflits et de compromis, rarement de consensus.

La France d'après 2012 a tenté maladroitement de s'inscrire dans un nouveau « compromis d'adaptation ». Or, en refusant d'engager une profonde réforme de justice fiscale et en voulant modifier le code du travail contre plus de la moitié du syndicalisme français, le gouvernement de Manuel Valls a quitté l'orbite sociale-démocrate sans l'avouer – mais sans la regretter. Ce nouveau compromis, autoproclamé « réalisme de gauche » ou « pragmatisme », a cédé à l'influence libérale. Il n'est plus social-démocrate.

En faisant de la question importante mais controversée de la compétitivité des entreprises l'objectif premier du quinquennat, l'exécutif a choisi un chemin qui n'était pas dû au hasard. Il faisait le choix de l'alignement avec l'Union européenne sans discernement. Car la compétitivité, atout essentiel pour les entreprises et les économies

7. Henri Weber distingue les trois compromis successifs de la social-démocratie : offensifs après la guerre, défensifs après 1980 et « adaptatifs à la globalisation » depuis 2000.

8. Henri Weber, *Éloge du compromis*, Paris, Plon, 2016.

contemporaines, comme Louis Gallois l'a rappelé dans un rapport célèbre à l'automne 2012, n'en est pas moins controversée. La religion de la concurrence et de la compétition oblige à la vitesse, mais aussi au court-termisme. Celle du profit maximum met sous une pression parfois insoutenable les individus et les organisations. La compétitivité, invariant de l'économie capitaliste, contourne l'exigence d'égalité, se désintéresse des communs en privilégiant le marché.

L'ambition de civiliser la mondialisation s'est estompée au profit des gestions quotidiennes et de la sacro-sainte compétitivité.

À gauche, nous sommes nombreux à récuser un monde sans alternative. Je n'achète pas la version officielle qui donnerait le monopole du réformisme à ceux qui ont, de fait, renoncé à l'ambition de transformation. Les années 2012-2017 ne resteront pas dans l'histoire de France comme des années de grande réforme. « La loi Macron n'est quand même pas la loi du siècle », reconnaissait François Hollande.

Il était manifeste que le compromis social des années qui ont suivi les Trente Glorieuses était obsolète. D'abord parce que ce n'était plus un compromis depuis longtemps ! La droite française, qui rêve de gouverner par ordonnances, n'aime guère les compromis sociaux. La remise en cause des retraites, la façon de traiter les déficits des comptes publics, ont signé la fin du progrès social ininterrompu. La gauche elle-même a accredité l'idée que les marges devenaient étroites. Je me souviens des conversations au sein du gouvernement Jospin sur les travailleurs pauvres, censés ne pas exister. Or, le déni de réalité ne fait pas avancer le pays, pas plus que la défense d'impossibles statu quo. À ceux qui tombent, il faut donner les moyens de se relever, de repartir, par de nouvelles chances et de solides droits à une véritable sécurité sociale professionnelle.

Face à ces nouvelles données, une ligne de partage passe non plus entre la gauche de gouvernement et la gauche radicale, mais au sein même de la gauche de gouvernement.

La sécheresse du « compromis d'adaptation », de son imaginaire comme de sa portée opérationnelle, nous a poussés à rechercher une nouvelle formule.

Après les compromis offensifs d'après-guerre, puis défensifs devant la crise qui a suivi les Trente Glorieuses, le prochain compromis doit être un « compromis de transformation » à la hauteur des révolutions productives qu'inaugure le XXI^e siècle. Au premier rang de ces transformations, l'Europe, l'économie, le travail sont les domaines appelés à changer ou à connaître dislocation et destruction. Mais pensons aussi démocratie et gouvernement économique européens, virage maîtrisé de la numérisation de l'économie plus que nouveau cycle schumpétérien, sécurité sociale professionnelle : c'est le programme de cette transformation. Sans elle, la France se dirige vers le déclassement du plus grand nombre dans une société ravagée par le chômage et l'insécurité sociale. Sans transformation, point de salut !

L'action publique en cale sèche

C'est dans le monde public que la volonté de réforme aurait dû trouver à s'incarner, pour répondre aux défis nouveaux. Après tout, à défaut de maîtriser l'économie, ce qui pour certains relève du musée des idées, le politique doit au moins réussir les performances publiques. Il en détient le volant et le moteur. Dans les faits, qui en France s'est sérieusement attelé à transformer l'action publique ? Passer de l'État protecteur à l'État prévoyant⁹ en matière de santé, réduira, mais à

9. Dominique Méda, *L'État prévoyant : quelles origines, quelles significations ?*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2009.

moyen terme seulement, le recours de générations entières à des soins coûteux si l'investissement dans la prévention est massif et durable.

Certes, les législatures de gauche ont permis d'esquisser une réponse par des droits nouveaux (couverture maladie universelle, allocation personnalisée d'autonomie, tiers payant...) et défendu des systèmes de protection essentiels, à commencer par la retraite par répartition. Pour autant, le diagnostic est implacable : notre pays n'a pas su mener la mutation progressiste de l'État providence et s'est enlisé dans l'interminable cortège des décisions austéritaires. Elles ont en commun de ne jamais repenser les politiques publiques mais de se borner à les réduire, plus ou moins violemment. Néolibéraux de tous les pays, unissez-vous !

L'exemple de la « réforme de l'État » l'illustre malheureusement dans la durée. En 2012, à la Révision générale des politiques publiques (RGPP) de Nicolas Sarkozy succède la Modernisation de l'action publique (MAP). Personne ne doute que les intentions des acteurs politiques qui en sont directement chargés diffèrent. Mais les méthodes du nouveau management public ont la vie dure. Quand quatre ministres de la Réforme de l'État se succèdent en quatre ans, de 2012 à 2016, la faiblesse politique liée à ce *turn over* est telle que Bercy conserve le pouvoir d'impulser ou de ne rien faire. Cela suffit pour condamner la réforme de l'État.

LA TENTATION DU « GRAND DÉPLACEMENT » : DE L'ÉGALITÉ VERS L'IDENTITÉ

À droite comme à gauche, on s'est complu à écouter le bruit tiède des ambitions myopes, plutôt que les idéaux que porte notre pays. Au cours de la dernière décennie, par manque de sens comme de résultats, les dirigeants politiques les plus désavoués ont détourné les regards de nos luttes de toujours pour le progrès et l'égalité vers d'utiles boucs émissaires responsables de tous les maux de la France.

Ainsi, le chantage des identités belliqueuses a pris le pas sur le reste. Comme l'écrivait Emmanuel Todd en 2008, « Nicolas Sarkozy a été élu avec 53 % des suffrages, dans le cadre d'un système représentatif autonome et stable, en tant que porteur d'un message à peine subliminal désignant les immigrés, leurs enfants et les pays musulmans comme des problèmes, un ennemi. Son talent particulier est d'avoir réussi à définir un *bouc émissaire* à usage des classes populaires, tout en enveloppant l'opération de rideaux de fumée à usage des classes supérieures, comme la nomination de Rachida Dati, Rama Yade et Fadela Amara à des postes importants ou honorifiques. »

C'est le débat qui tue tous les autres, la *killer application* des passions françaises, dont beaucoup se servent pour occuper le devant de la scène nationale. La fin de l'évidence progressiste conduit à repêcher la revendication identitaire.

L'identité a besoin d'une « problématique centrale », disait Fernand Braudel¹⁰, qui savait l'ambiguïté de cette notion, jamais achevée, toujours plurielle. La géographie, l'histoire, la langue ont fait la France une et diverse. Chacun possède bien sûr une histoire personnelle de la France, avec ses femmes et ses hommes illustres, ses lieux emblématiques, ses œuvres majeures. Pour moi, Hugo, Aragon, Jean Genet, Césaire et tant d'autres habitent cette galerie construite au fil du temps, et ma géographie s'étire de Vézelay jusqu'aux habitations de la Martinique, du Morvan de Vauban à celui de Mitterrand. Mais l'essentiel est dans ce qui nous est commun, une identité construite avec une nation, sans jamais s'y enfermer.

L'identité de la France contemporaine, celle d'après 1789, se retrouve dans les luttes, les mémoires, les valeurs. C'est l'identité républicaine, c'est elle qui fédère, par-delà les origines et les cultures. Ses principes fondateurs, ceux de sa devise, nous rendent forts et nous réunissent. Pour combien de temps ? Si nous voulons résister aux sirènes identitaires, nous avons une priorité : prendre au pied de la lettre les trois promesses républicaines. Alors, l'égalité l'emportera sur l'identité.

Les crises identitaires qui travaillent la France sont d'abord le fruit d'un ébranlement de la communauté nationale, qui demande à être revitalisée par l'égalité réelle de tous les citoyens devant la loi et les services publics. Chaque parcelle de France a droit à ne pas devenir une zone de non-droit. Avec intransigeance, s'il en est dans les choix politiques, disons aussi que chaque enfant en France a droit à une école de qualité. Quand la République n'est plus crédible, alors reviennent à la charge toutes les affirmations identitaires.

10. Fernand Braudel, *L'Identité de la France*, Paris, Arthaud-Flammarion, 1986.

Parmi nos valeurs fondamentales, la laïcité avait donné leur place aux religions dans une société d'où les conflits religieux devaient être bannis. Au sortir d'un siècle de révolutions, de guerres civiles et d'affrontement de blocs politiques opposés, les républicains construisaient la France par l'apaisement, laissant les réactionnaires se réfugier dans une identité nationale excluante et porteuse de conflit, fondée sur des racines religieuses et raciales. Quand l'identité sert d'abord à conquérir le pouvoir, elle n'est plus républicaine.

Or, de quoi parle-t-on aujourd'hui dans notre pays quand on engage le débat identitaire ? De l'islam et de la France. De l'islam contre la France. C'est ainsi que, malgré nous, le décor a été planté. Rien ne nous oblige à accepter cette approche réductrice et d'en faire le sujet numéro un. Ce serait une nouvelle étrange défaite, celle de la raison politique. Dans une société multiculturelle, des tensions existent, surtout dans les lieux où les fractures sociales et culturelles se cumulent. Pour autant, le discours de la croisade est-il devenu le seul possible ?

LA DROITE DONNE LE TON ; À GAUCHE, ON ENTONNE LE REFRAIN

Dès 2007, Nicolas Sarkozy, en créant le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, puis en 2009 en engageant un débat officiel, a amplifié le signal d'une nouvelle forme d'utilisation politique des passions françaises. Il s'agissait non plus d'actualiser les grands idéaux, ceux que les révolutions successives avaient transportés, et que les différentes Républiques avaient gravés dans l'imaginaire collectif et dans des lois fondamentales, mais de parler à nouveau de race, d'immigration, de religion et de frontières.

Il s'en est suivi un incroyable enfièvrement des esprits qu'il est essentiel de traiter pour ne pas céder à la tentation d'un « grand déplacement ». Je désigne ainsi le dangereux glissement des priorités nationales, qui hystérise le débat national et nous entraîne vers le gouffre de la haine.

L'offensive terroriste durable de Daech a amplifié dans notre pays une inquiétude sans précédent dans les décennies récentes. Elle arrive au moment où l'islamisme militant, présent dans certains territoires français, redonne explicitement à la question religieuse une dimension très politique dans le débat national. Les penseurs néoréactionnaires, ceux du « grand remplacement », ont donné le signal du départ des croisades modernes. « Il n'y a pas de différence entre l'islam et l'islamisme. Depuis l'origine, l'islam n'est pas une religion, mais un code juridique, une politique et une idéologie », proclame Éric Zemmour, qui relance la guerre des mots chaque semaine.

Lorsque s'éloigne le progrès, synonyme de prospérité à venir et de réduction des inégalités dans la société, de nouvelles interrogations apeurées prennent tout l'espace. De nouveaux slogans les traduisent : « On ne reculera plus », quand Nicolas Sarkozy mène sa campagne pour les primaires avec les mêmes thèmes que ceux qu'il avait chauffés à blanc à la fin de son mandat, cinq ans plus tôt. « L'inquisiteur produit l'hérétique », disait Umberto Eco en avertissement à tous ceux qui jettent du sel sur les plaies et font commerce de l'amplification des fractures.

Le sentiment de déclin et l'insécurité culturelle sont des phénomènes objectifs. Mais il est grave qu'à gauche, on ne les traite pas pour ce qu'ils sont : des peurs que l'on exploite. Les ghettos existent. L'objectif doit rester de les faire disparaître, pas de considérer que ceux qui y vivent n'ont pas de légitimité à demeurer en France, voire à s'intégrer.

COMPRENDRE N'EST JAMAIS EXCUSER

La relation complexe entre la France et l'islam, et son cortège de crispations, n'ont pas commencé avec Daech. La puissance coloniale était présente dans le monde musulman. Partout, la décolonisation a ravivé un imaginaire de croisades, de part et d'autre. En France, de grands érudits orientalistes, de Massignon à Berque, ont pourtant admirablement décrit « la mosaïque de l'islam » et ses immenses apports. Le regard sur l'islam demeure vide ou trop plein... de préjugés.

Bien avant *Charlie Hebdo*, à l'antisémitisme qui a été une constante française jusque dans l'histoire contemporaine, s'était jointe l'islamophobie. Hostilité, peur de l'autre, les ingrédients de tous les racismes ont été patiemment réunis. Je refuse de dresser une souffrance contre une autre, et réaffirme la nécessité de combattre également deux intolérances, deux racismes, l'antisémitisme et la peur de l'islam.

La laïcité, à condition qu'elle ne soit pas frontalement bousculée, offrait un rempart confortable pour la gauche. On l'évoquait pour s'en réclamer, avant de passer à d'autres urgences. Jean Birnbaum a raison de souligner qu'il est des impensés qui deviennent des abandons¹¹. Trop vite, après Charlie, on a voulu découpler religion et politique. Bien sûr, les attentats ont à voir avec l'islam ; mais avec des mouvements dévoyés, tel Daech, dont les motifs intérieurs et internationaux sont désormais connus. La manipulation des esprits, autrement dit *l'amalgame*, conduit à construire une continuité entre

11. Jean Birnbaum, *Un silence religieux. La gauche face au djihadisme*, Paris, Le Seuil, 2016.

l'islamisme, le salafisme, les dérives sectaires et terroristes... et l'islam lui-même.

Le « silence religieux », marque des lâchetés ou des indifférences, ne se limite pas à la place du fait religieux dans la société. Quand la situation des migrants, les souffrances des réfugiés, les génocides hors d'Europe ou la grande pauvreté en France attireront davantage les réactions médiatiques et politiques que les choix vestimentaires d'une petite minorité de femmes musulmanes, alors sans doute la hiérarchie des valeurs aura été déceimment rétablie.

Pour autant, je n'écarte pas la nécessité d'un inventaire et je sais les controverses utiles dans une démocratie, à la condition qu'elles nous aident à comprendre et à avancer. Je les éclaire d'abord par un message de fraternité. Ce message s'adresse à des millions de musulmans français ou vivant ici. À juste titre, ils ne comprennent pas que l'on demande à l'islam de fournir la preuve de sa compatibilité avec la République, et à tous, qu'ils soient intégrés ou paupérisés, objets de discriminations ordinaires et quotidiennes, de croire sans faille dans les promesses républicaines si mal respectées.

Ensuite, doit-on tenter de répondre aux graves interrogations que suscitent deux mouvements de nature différente, qui viennent du monde sunnite : le salafisme et le djihadisme ? Le fondamentalisme religieux pose de graves problèmes de société, sur la place de l'individu, l'égalité entre les hommes et les femmes, la sexualité et l'altérité. Le djihadisme, lui, fait mouvement vers la violence et la mort.

Le projet politique de l'islamisme militant

L'islamisme radical est une idéologie politique qui s'exprime au nom de l'islam. Il mène en France et dans le monde des démarches d'hégémonie ou de conversion. Là où le salafisme se manifeste comme un projet politique destiné à fracturer la démocratie, il faut le

combattre comme ce qu'il est, à savoir un intégrisme, avec ses formes sectaires et fanatiques. Chaque religion a les siens. Partout où la haine est prêchée, dans des lieux de culte ou par des groupuscules fascistes, le recours ferme aux lois qui posent en France des limites à la liberté d'expression doit prévaloir. Partout où l'égalité est piétinée, à commencer par celle des sexes, la fermeté doit être la règle républicaine. Là où les incivilités antirépublicaines sévissent, il ne peut exister d'impunité.

Comment répondre ? Pas seulement par le rappel des fondements laïcs de notre République. Aucune religion n'y fait sa loi. Notre République doit transcrire ses valeurs dans son droit et le faire respecter. Les lignes demandent sans cesse à être précisées, sans inflation de nouvelles lois. Le Conseil d'État l'a rappelé avec clarté après l'« été du burkini », pour concilier liberté et ordre public. Chaque religion monothéiste a ses événements dans la rue, ses secrets et ses codes. Chacune possède aussi des prisons vestimentaires.

Certains appellent étrangement à un devoir de discrétion des musulmans, quand il faudrait plutôt respecter pour tous un droit à l'indifférence de la part d'autrui. En revanche, quand la règle du droit est bafouée, la puissance publique doit réagir de manière ferme et proportionnée. Nous en sommes encore très loin, avec les pressions ou abus sur les mineures, les mariages forcés, les violences physiques ou psychologiques. La résistance doit être accessible pour les femmes dans la société et devant les tribunaux.

Je suis néanmoins convaincu depuis longtemps que l'affirmation identitaire ne constitue pas en soi une provocation politique, mais obéit à d'autres ressorts. Oui, les religiosités se développent. Le port du voile en témoigne, avec des sens différents, « tradition ou réaction », dit Patrick Weil, qui souligne justement que ce qui importe prioritairement est la liberté de choix. Notre idéal d'égalité et

d'émancipation est un message universel. Nous ne l'imposerons pas dans une croisade. Il devient partageable s'il est attractif, authentique et sincère.

La nature du djihad vu de France

Nous faisons face à une offensive terroriste durable. Le mot « guerre » trouve vite ses limites face à une entreprise sectaire et totalitaire. Ce n'est pas l'intégrité du territoire national qui est en cause. Comprendre l'effet boomerang à l'origine des djihadismes européens ne signifie jamais excuser l'inexcusable. L'effet boomerang trouve ses origines dans les impasses stratégiques depuis des décennies au Moyen-Orient, en Afghanistan et ailleurs, dans les ghettos postcoloniaux de toute l'Europe, dans les humiliations et les discriminations.

C'est un non-sens de considérer que le terrorisme trouve son seul terreau dans l'islam. La guerre fait rage au sein même de l'islam et ses premières victimes sont d'autres musulmans. C'est bien là que se trouve le fait générateur durable : dans l'effondrement de l'ordre artificiel du XX^e siècle au Moyen-Orient.

De surcroît, comme l'explique Olivier Roy, on peut considérer le djihadisme comme « une révolte générationnelle et nihiliste » de jeunes passant à la violence sans véritable culture religieuse, avant même d'y voir une islamisation.

Résister avec des idées claires

Nous devons résister à un esprit de croisade et à un imaginaire de guerre civile qui taraudent aussi une partie de la gauche, qui revient sans le dire sur la loi de 1905. Cette dernière protège la liberté de conscience, sépare l'État et les Églises, mais elle ne s'oppose pas au fait religieux. La défense de ces libertés est essentielle et c'est à l'État de l'assurer, sans qu'il y ait deux poids, deux mesures. Il ne lui

appartient pas d'exiger l'assimilation, vestige du vocabulaire colonial, de même qu'un Premier ministre ne devrait pas déclarer vouloir « bâtir un islam français, européen, occidentalisé, avec nos traditions et nos valeurs » comme l'a fait Manuel Valls. C'est l'exact contraire de la loi de 1905 et de la séparation qu'elle institue.

La laïcité offre une séparation entre public et privé et assure une protection à ceux qui croient comme à ceux qui ne croient pas, pour assurer « une coexistence pacifique des croyances », comme le dit Régis Debray. Pièce majeure et singulière de notre capital républicain, elle doit être défendue dans son intégrité. Or je vois qu'après avoir été un bouclier, elle devient un glaive. C'est le cas pour l'extrême droite, bien sûr, qui en uniformisant veut exclure les différences, mais aussi, plus largement, pour tous ceux qui définissent la cité comme une zone d'affrontements exacerbés.

Parler exclusivement de l'islam alors que les autres cultes seraient sécularisés est une offense. En parler « en bloc » est un non-sens absolu. L'islam est une extraordinaire mosaïque de traditions et d'interprétations, sans Église.

La France n'est pas seulement une idée, elle est un message. Dans une société ouverte comme celle que son histoire a construite, l'universalisme égalitaire de tous les citoyens permet à la République de ne pas craindre sa diversité. En cela, le projet de loi instituant la déchéance de nationalité pour les binationaux a été perçu par des millions de Français comme une grave humiliation. La diversité des origines, des histoires et des cultures permet à notre pays de garder sa relation au monde, non pas comme une ancienne puissance coloniale, mais comme « un grand État moderne, serviteur de l'humanité¹² »,

12. *Esprit*, 1968.

selon les mots de Lévinas. La prophétie d'Édouard Glissant n'a jamais été plus précieuse qu'aujourd'hui : « Toute culture qui s'isole et se referme verse dans le mal-être et l'inconfort¹³. »

J'invite à ne pas nier les crispations hexagonales, mais à considérer que la fraternité nationale est un repère et un art de vivre, comme l'ont si bien dit Régis Debray ou Abdennour Bidar, et Hugo bien avant, dès la proclamation de la République en 1871 : « C'est par la fraternité qu'on sauve la liberté. » Jaurès avait exprimé que rien n'oppose l'internationalisme à la patrie, rien qui réduise l'attachement affectif à son pays et aux épreuves qu'il vit. C'est le contraire des *entraînements aveugles* et des *identités meurtrières*.

LA PANNE DE L'ÉGALITÉ

« Face à la dynamique de l'identité, il y a une panne de l'égalité¹⁴ », affirme à raison Gilles Finchelstein. Il ne suffit pas en effet de poser le constat d'une révolte « générationnelle et nihiliste ». Nous devons assumer qu'un nouveau prolétariat est né dans nos banlieues, pour lequel nous n'avons pas vraiment mené la lutte, le laissant seul dans ses révoltes et ses abstentions. Accepter ce prisme identitaire que beaucoup souhaiteraient nous imposer, c'est prendre le risque de voir la question de l'égalité quitter les enjeux de premier rang. Il ne s'agit pas ici d'opposer les désespoirs. Commentant le traité remarquable de Pierre Rosanvallon, *La Société des égaux*¹⁵, je l'avais évoqué dès le début

13. Édouard Glissant, *Traité du tout-monde*, Paris, Gallimard, 1997.

14. Gilles Finchelstein, *Piège d'identité. Réflexions (inquiètes) sur la gauche, la droite et la démocratie*, Paris, Fayard, 2016.

15. Pierre Rosanvallon, *La Société des égaux*, Paris, Le Seuil, 2011.

du quinquennat dans la revue *Le Débat* dans un texte qui avait pour titre le titre : « L'égalité : enjeu premier de 2012¹⁶ ». Les appels à faire de l'égalité la priorité du quinquennat pour redoubler la légitimité d'un président élu sur ce programme sont restés sans écho. C'est comme si, dans l'euphorie promise du printemps de la gauche, les ombres des renoncements se glissaient déjà.

Inégalités entre générations, au sein des générations elles-mêmes ou entre les territoires : l'origine sociale reste le poids pesant. « L'intensité de la reproduction sociale n'a pas diminué depuis trois décennies », attestent les travaux de Camille Peugny. Le déclassé se concentre sur les jeunes générations, frappées par un taux de chômage plus élevé, des bas salaires y compris pour de nombreux diplômés et un coût des loyers élevé dans les grandes agglomérations. À l'aune de ces trois critères, les années récentes n'ont pas amélioré substantiellement la donne.

À droite et à gauche, en défendant l'égalité des chances et en oubliant l'égalité des conditions, on a laissé se perpétuer les écarts béants qui différencient les vies de travail, l'accès à l'emploi, les rémunérations ou les patrimoines.

Prévention ou réparation ?

Le diagnostic a la peau dure et les tendances longues se confirment : la reproduction sociale ne se dément pas. Le progrès générationnel, l'ascenseur social ne suffisent pas à la compenser ou à la corriger.

À la redistribution, qui concerne le partage des richesses par la fiscalité et la protection sociale, il est désormais convenu d'ajouter – pour ma part, je ne les oppose pas ! – la prévention des inégalités

16. Christian Paul, « L'égalité, enjeu premier de 2012 », Paris, *Le Débat*, n° 169, avril 2012.

dès l'origine. L'idée de *prédistribution* a même été défendue. Elle a en apparence tous les avantages. Prenons-la au mot : le sens commun, c'est bien de traiter les inégalités à la racine, dès l'enfance pour l'école ou par la prévention pour la santé, plutôt que de tenter a posteriori de corriger, de réparer, de soigner. Mais il ne faut surtout pas faire semblant d'ignorer le coût, massif, de la prévention des inégalités. La précocité des inégalités scolaires constitue le premier de ces défis. À ce jour, la prévention n'est pas acquise, et la réparation s'enlise dans l'addition d'innombrables dispositifs atomisés, bien plus coûteux. Cynique ironie des freins libéraux et court-termistes devant les dépenses nécessaires.

L'individu n'est pas l'ennemi de l'égalité

Nous vivons plus que jamais dans une société d'individus. Rien n'oblige à brimer l'individu, au contraire. La modernité s'illustre plutôt dans le soutien qui lui est apporté, non seulement pour le protéger, mais pour permettre son émancipation et son autonomie. C'est bien parce que son destin est figé très tôt que les inégalités sont insupportables. Les causes des inégalités ainsi désignées sont bien loin des revendications identitaires et communautaires.

Encore faut-il inventer ou maintenir des solidarités qui ne soient pas limitées à l'entraide communautaire ou de classe. En rejetant l'altruisme, ramené à une obligation morale, la politique se prive d'un puissant moyen de rendre notre société vivable. Nous ne pouvons nous réfugier dans l'égalité abstraite. Il faut personnaliser les réponses publiques, défendre l'égalité réelle, concrète. Soutenir les individus, c'est aussi gagner en égalité.

Encore faut-il échapper au formatage du marché, de la consommation de masse. « Nous distribuons des droits, dit Marcel

Gauchet, mais nous ne savons pas quelle société en résulte¹⁷. » Quelle société ? S'il est une question centrale pour la gauche et les socialistes, c'est bien celle-là. Si notre société dévalue le collectif, il reste moins de possibilités de garantir l'égalité réelle et les droits individuels.

À l'assaut de nouveaux droits

Si la période actuelle apparaît aussi plate et décevante, c'est qu'elle met peu en débat les conquêtes possibles de nouveaux droits, tant elle est tétanisée par l'austérité intériorisée. Or, les progrès possibles et attendus ne sont justement plus seulement des gains matériels pour les uns au détriment des autres. La gauche, pour réussir, doit mettre la puissance publique au service des droits individuels. Il nous revient d'identifier et de reconnaître ces droits qui rendent la société plus égale, les vies plus dignes. Ces droits doivent traduire la réalité et les aspirations nouvelles qui traversent la société tout entière : dans la famille, l'éducation, le travail.

La loi instituant le mariage pour tous a d'abord été une grande loi de justice, un acte « grand comme un besoin de changer d'air, fort comme le cri aigu d'un accent dans la nuit longue », comme l'a décrit avec enthousiasme Christiane Taubira à la tribune de l'Assemblée nationale, citant le poète guyanais Léon-Gontran Damas. L'ouverture du mariage à l'ensemble des couples consacre l'égalité et l'autonomie des individus. Mais la façon de « faire famille » n'a aussi cessé d'évoluer, et c'est notre honneur d'avoir, sans trembler, refusé les discriminations de sexe et de genre.

L'éducation et la formation tout au long de la vie offrent également un territoire de droits nouveaux, parachevant l'œuvre fondatrice de la Troisième République concentrée sur la formation

17. Marcel Gauchet, *La Gauche au défi de la société des individus*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2016.

initiale des enfants, futurs travailleurs, soldats et citoyens. Nous ne devons pas en rester là, mais au contraire rechercher deux perspectives porteuses d'immenses progrès. Il s'agit de la *personnalisation scolaire*, qui évite le cimetière de l'uniformité. L'actuelle réforme de la pédagogie au collège porte ce principe. Mais, comme toute réforme, elle se jugera à l'adhésion qu'elle suscite, à l'adéquation des moyens et à ses résultats. La seconde perspective est le *droit à se former durant sa vie active*. S'il fonde l'éducation nouvelle du XXI^e siècle, il rendra enfin possibles tout à la fois les rattrapages, les mobilités, mais répondra aussi à notre souci de justice et d'efficacité collective.

Les réalités de la nouvelle Révolution industrielle et les transformations du système de production appellent également, et d'urgence, des protections collectives d'un nouveau type, sans lesquelles les nouvelles formes d'organisation et d'exploitation prendront définitivement le dessus. Les avancées timides du compte personnel d'activité (CPA), les controverses sur les différentes modalités du revenu universel d'existence montrent bien que, aujourd'hui comme hier, la conquête de nouveaux droits n'est pas seulement une exigence abstraite de justice, mais aussi la réponse concrète aux bouleversements de nos vies.

Partout, des droits individuels construisent les parcours d'égalisation adaptés aux temps nouveaux.

L'IMPASSE DES PROJETS DÉFENSIFS

Faute de choix politiques à la hauteur de la période historique que nous vivons, les réformes sans conséquences font l'effet ce que Villiers de L'Isle-Adam nommait « la torture par l'espérance ». Le peuple français ne s'en accomode pas.

À la politique, à la démocratie, partout on demande de la protection et de la création ; pas d'être sur la défensive. Se contenter de défendre un modèle social, c'est considérer qu'il est achevé, sans reconnaître qu'il faut agir pour réduire des inégalités toujours béantes. C'est penser frileusement que la nouveauté, la modernité se bornent à attaquer des modèles pétrifiés. Rejouer sans fin le modèle de croissance des Trente Glorieuses, c'est défendre un schéma productif – et mental – dépassé. Attendre la croissance comme un héros de Beckett, en misant tout sur la loi du balancier qui ramène tôt ou tard la prospérité, c'est se tromper d'époque et de courbe. Commenter un taux de croissance – qu'il augmente ou baisse – relève de la myopie économique et politique. Mais c'est surtout témoigner bien peu de confiance en son époque que d'estimer que toute évolution ne peut être qu'un recul. S'adapter oui, innover chaque fois, mais toujours avec pour boussoles le progrès et l'émancipation.

Qui peut dire que François Hollande a trop promis ? Lui-même ne le dit pas. L'héritage et les contraintes n'expliquent pas tout. La page se tournera sans que l'on sache véritablement ce qui a bridé ce quinquennat défensif dont rien, en réalité, n'était écrit à l'avance.

EUROPE, LE TEMPS DES IMPUISSANCES

Je crois n'avoir connu l'Europe qu'en crise. Mais les crises produisaient de l'intégration, et les « petits pas » permettaient d'avancer. Au moins en avait-on l'illusion.

Aujourd'hui, les polycrises de l'Union européenne produisent de la dislocation et de la défiance générale. L'Europe n'a pas tenu la plupart de ses promesses, du moins celles que la gauche doit tenir pour essentielles : la prospérité pour l'emploi, la solidarité, la sécurité, la démocratie, la responsabilité écologique, la puissance et l'influence politiques.

Une démocratie d'un autre âge

La démocratie européenne ne progresse plus, donc elle régresse. Sans fondements démocratiques, en l'absence de légitimité directe, les conseils européens montrent leur délétère défaillance. Les initiatives fièrement promises à Paris dans la chaleur de la crise grecque à l'été 2015 ou du Brexit sont encore attendues.

La construction de l'Europe n'a pas effacé l'existence d'intérêts nationaux, ni désarmé les égoïsmes qui les accompagnent. Historiquement, ce n'est guère surprenant. Le plus décevant réside dans l'incapacité de l'Union à faire partager aux peuples un imaginaire, mais aussi à démontrer et à faire reconnaître la réalité objective de biens communs européens, et donc d'une *res publica* européenne.

La paix et la sécurité en font partie, elles sont aux origines de l'Europe. Mais il faut aussi citer la monnaie, les enjeux climatiques, des régulations, les grands équipements, et surtout un humanisme européen hérité des Lumières et dont la défaite serait une perte irrémédiable.

Ces biens communs européens exigent depuis longtemps une gestion réellement commune. Le passage à une démocratie européenne, condition de cette gestion commune, est aujourd'hui bloqué. Cette impossibilité du progrès démocratique, comme dans le cadre national, maintient l'état d'impuissance unanimement décrié... y compris par ceux qui condamnent à l'avance toute évolution constitutionnelle de l'Europe. C'est bien là le terrible paradoxe. À gauche, on refuse d'accorder de nouveaux pouvoirs à l'Europe, trop libérale et trop peu démocratique. À droite, conservateurs et néolibéraux bloquent toute progression et se satisfont d'une Europe minimale. Pire, des gouvernements autoritaires, en Pologne et en Hongrie, remettent en cause les valeurs communes des démocraties européennes.

Deux séries d'événements très récents le montrent, et illustrent combien l'idée même de solidarité régresse en Europe, au risque de produire demain dans chaque État des crises bien plus graves encore que celles que nous affrontons aujourd'hui.

L'affaire grecque, ou l'Europe à contresens

L'affaire grecque a révélé en pleine lumière la brutalité des rapports de force et l'incapacité des gouvernements à concevoir en temps réel des réponses macroéconomiques, pour le système européen (en 2008) ou pour un État en faillite, sans plonger dans un bain d'austérité mortifère pour l'idée européenne.

La droite grecque avait laissé un pays en faillite, comme savent le faire les conservateurs quand ils plombent généreusement les comptes publics. Rappelons que les dix années de droite en France après 2002 ont aggravé le déficit du pays de 60 à 90 % du PIB. Le Pasok, le vieux parti socialiste opposant à la dictature, s'est enlisé dans les plans d'austérité, a capitulé et connu les pires défaites électorales de son histoire.

L'Union européenne a donné d'elle-même un visage grimaçant et autoritaire que personne n'oubliera. L'euro ne se contente pas d'être une monnaie qui réclame la convergence progressive des politiques, mais aussi des conditions de vie et de revenus. C'est aussi un symbole politique de l'entreprise Europe. À Athènes, on a tenté de survivre. À Berlin comme à Bruxelles, on a joué avec le feu.

La crise des réfugiés et les replis nationaux

Ce sont les effets des guerres sans fin au Moyen-Orient, celles que se font les frères ennemis de l'islam comme celles qu'ont exportées les grandes puissances. Mais le renoncement des vieilles nations européennes au devoir d'hospitalité paraît largement coupable. Il aurait fallu très tôt agir clairement et dire que seul un accueil solidaire et organisé des réfugiés en Europe, en soutenant fermement les États du Sud, permettait d'éviter l'entrée dans la tourmente. Avec quelques parlementaires de gauche, nous l'avons exprimé dès le printemps 2015, à l'initiative de Pouria Amirshahi. Nous avons également contesté les propos choquants du Premier ministre de la France à Munich, faisant la leçon de la chancelière Angela Merkel qui avait exprimé la solidarité allemande au-delà des espoirs, prenant des risques maximaux là où d'autres n'assuraient pas le service minimum.

Comment penser un instant que l'onde de choc migratoire qui atteint l'Europe, de Calais à Lampedusa, de Ceuta à Lesbos, et qui dépasse très largement les problématiques des décennies précédentes, va se régler par les murs et les barbelés autour de l'Europe ? L'Europe pense séparément et agit petit. L'Union, et chaque pays, en paient déjà le prix.

Les souverainismes, cryptés ou assumés, préparent les peuples à d'immenses convulsions. Le fruit de la consultation

hongroise d'octobre 2015 montre combien la démagogie devient une méthode de gouvernement et atteint des niveaux inégalés.

Seules des solutions à grande échelles, démocratiquement élaborées, seront à la hauteur des pressions qui vont continuer à s'exercer. Les marchés financiers persisteront à jouer des faiblesses de l'Europe. La croissance démographique autour de l'Europe ne fait que commencer. À confirmer l'Europe principalement dans son rôle d'espace de libre concurrence, au détriment d'une dimension politique globale, on l'a bien peu préparée à jouer son rôle de protection et de sécurité, mais également de moteur des grandes aspirations démocratiques et écologiques de demain. L'approfondissement, relégué après l'élargissement de l'Union, n'est plus de mise avec une partie des États qui la composent.

LOI TRAVAIL, LA GAUCHE À CONTRE-EMPLOI

L'ultime loi sociale de cette législature, après les controverses qu'a provoquées la loi Macron, a été baptisée « grande loi du quinquennat » avant que sa rédaction définitive ne démontre qu'elle cumulait les deux inconvénients majeurs que j'ai dénoncés : minces ambitions et perte de protections.

Une incroyable manœuvre

Mais d'abord, perte de repères ! Comment un gouvernement socialiste pouvait-il sans rougir mener une réforme du code du travail dans des conditions aussi contraires à l'éthique de la gauche française ? Concertation bâclée, refus de plus de la moitié du syndicalisme de salariés, opposition au Parlement et recours à l'article 49.3,

contrairement aux engagements pas si anciens de le supprimer : faut-il s'étonner que le procès en trahison soit monté plus haut que jamais dans les moments d'exercice du pouvoir au cœur des cortèges et des grandes pétitions ? C'était bien là une indignation nécessaire face à cet enterrement officiel de la social-démocratie au profit d'une nouvelle voie sociale-libérale.

Ce moment constitue un contresens absolu, d'autant qu'il faut y voir non pas simplement une erreur, mais une stratégie profondément malsaine. Il s'agissait ni plus ni moins de faire plier le syndicalisme hostile à cette loi, devenu infréquentable. Une (forte) moitié du syndicalisme français a été stigmatisée par le gouvernement pour son opposition résolue au projet, contrairement à l'autre moitié, qualifiée de réformiste.

Cette fracture s'est prolongée aussi dans la gauche politique, au sein de laquelle les sociaux-libéraux se sont désigné des adversaires irréconciliables. Voilà pourquoi les compromis et les contre-projets ont été méthodiquement rejetés, au point de faire porter aux adversaires du projet la responsabilité de chaque échec. On sait désormais que l'absence de compromis obéit alors à une tactique minutieusement échafaudée au sein de l'exécutif¹⁸.

La loi travail est devenue une expédition punitive contre le syndicalisme, avec pour apothéose l'annonce, pour la première fois depuis la guerre d'Algérie, de l'interdiction d'une manifestation syndicale de salariés dans Paris.

18. Fabrice Lhomme et Gérard Davet, « Le jour où... François Hollande a imposé la loi travail », *Le Monde*, 22 août 2016.

Un projet contestable pour ce qu'il contient et pour ce qu'il néglige

« Inversion de la hiérarchie des normes » : cette formulation juridique désigne un double déplacement : la négociation change de terrain, la protection change de niveau. Après tout, l'espace de l'entreprise pour conduire la négociation sur l'organisation et le temps de travail a toutes les apparences d'un choix de bon sens et du respect des réalités vécues. Pourtant, chacun sait que l'entreprise est d'ores et déjà le terrain d'innombrables négociations, d'accords signés et que si, depuis le Front populaire, la branche professionnelle offre un niveau de sécurité, c'est que l'équilibre ainsi conquis évite la confrontation directe entre salariés et patronat pour des sujets aussi sensibles que le temps de travail ou la rémunération des heures supplémentaires. Derrière les attraits de la souplesse, il y a l'amorce des renoncements. Nicolas Sarkozy lui-même en convient : point n'est besoin de supprimer la loi sur les 35 heures, il suffira d'en décider à l'échelle de l'entreprise. Derrière la pression au sein de l'entreprise s'embusque le dumping social.

Le divorce entre les salariés et le pouvoir exécutif durant ce quinquennat s'est nourri de ces contresens. Les Français veulent sentir que ceux qui les représentent et dirigent le pays les défendent. Comment le croire quand naît un projet qui facilite les licenciements pour cause économique, ou ceux imposés sans faute réelle ni sérieuse, c'est-à-dire les licenciements abusifs ? On me rétorquera que le texte a évolué sous la pression des mouvements sociaux, des pétitions et de l'hostilité d'une partie de la majorité parlementaire. C'est vrai en partie. Mais le mal est fait.

Qu'en conclure ? Qu'aucun texte de loi modifiant le code du travail ne peut s'imposer sans redonner confiance dans un projet de société. Les salariés français, très majoritairement, regardent ce texte

comme une régression. À leurs yeux, il entérine un monde où la vie dans les entreprises sera encore plus brutale. Le match est joué. Il devient difficile de venir ensuite faire l'éloge du dialogue et du compromis.

Le compte personnel d'activité appelle une autre forme de discussion, sur son principe et son ambition. J'entends les craintes que l'on glisse des protections collectives vers des droits individuels capitalisables, qui ne seraient pas des droits universels. Ces craintes ne sont pas infondées. C'est pourquoi au besoin de personnalisation, de souplesse et d'autonomie des choix, il faut répondre par une réforme de très grande ampleur, la création d'une sécurité sociale professionnelle.

FAUSSES RÉFORMES STRUCTURELLES : LA FAIBLESSE DES AMBITIONS

Le clivage parmi les socialistes porterait pour l'essentiel sur le degré de volontarisme des réformes. Il est vrai que le Pacte de responsabilité, en consommant 40 milliards, a dévoré deux fois le budget des engagements du candidat Hollande. C'est la marge de manœuvre du quinquennat qui a disparu.

Deux grandes réformes pourtant indispensables ont ainsi été enterrées : la réforme de la justice fiscale, inspirée des travaux de Thomas Piketty, et celle du financement de la protection sociale. Dans les deux cas, les décisions au fil de l'eau ont été érigées en méthode de gouvernement, jusqu'aux baisses d'impôts des dernières années du quinquennat. Des hausses d'impôt, puis des baisses : c'est le contraire d'une réforme. Et quelle confusion dans les esprits ! Quel manque de vision, de lisibilité et de constance ! Comment s'étonner ensuite que

Christophe Guilluy décrive ainsi notre pays : « Un pays qui redistribue beaucoup de ses richesses, mais dont une majorité d'habitants considèrent, à juste titre, qu'ils sont de plus en plus fragiles, voire déclassés¹⁹. »

Les réformes entreprises n'ont été ni fidèles aux engagements pris, ni à la hauteur des situations auxquelles il fallait remédier.

L'insoutenable légèreté de la loi bancaire

L'industrie bancaire française est sortie intacte des débats sur la loi bancaire. Et pour cause ! L'immense majorité de ses affaires n'était pas concernée. C'est ce qu'a reconnu devant la commission des Finances de l'Assemblée nationale le patron de la Société générale, Frédéric Oudéa, évoquant les 2 % impactés par la séparation des activités.

Dans sa version première, la loi bancaire présentée fin 2012 ne contient pas un article pour combattre les paradis fiscaux, ces « trous noirs » de la finance mondiale. Cette cause est pourtant devenue identitaire à gauche depuis qu'en 2000, Arnaud Montebourg, Vincent Peillon et moi-même avons obtenu de haute lutte une commission d'enquête. Une autre cause est également devenue essentielle à l'échelle des nations réunies contre le terrorisme : la lutte contre les trafics en tout genre et les abus humains. Nous savons en effet que cet argent aux cinquante nuances, du gris clair au noir profond, sert à l'enrichissement d'une poignée d'individus au lieu de financer l'économie, mais profite également à tous les ennemis de la démocratie.

Il aura fallu qu'un commando de parlementaires socialistes²⁰ mène la bataille jusque dans l'hémicycle pour que de premiers résultats

19. « Christophe Guilluy : ce que veut vraiment la France d'en bas », *Le Figaro*, 2 octobre 2016.

20. Karine Berger, rapporteure, Laurent Baumel, Pascal Cherki, Dominique Potier et moi-même.

encore timides soient obtenus. Transparence sur les filiales dans les paradis fiscaux, plafonnement des frais bancaires, interdiction de certaines opérations toxiques, prévention des crises et amorce de « séparation » des établissements bancaires et de filiales spécialisées dans les opérations de marché pour leur compte propre : tout n'est pas à jeter, mais cela s'avère très tiède au regard des ambitions nécessaires.

De plus, l'essentiel n'y figure pas : le système bancaire n'est pas remis au service de l'économie réelle. Les paradis fiscaux continuent de prospérer. Les Panama leaks ont plus de conséquences que des réformes tièdes.

Notre enjeu s'énonce nécessairement comme *le renversement de trois décennies de déréglementation et de toute-puissance du système financier et bancaire*, de sa puissance de domination et de sa capacité toxique. Une nouvelle loi bancaire n'est pas une marche arrière. Pour dénoncer le mythe de l'autorégulation, le partage des tâches s'impose entre l'Union européenne et les États. Il leur faut agir vite afin d'interdire les activités dans les paradis fiscaux et bancaires ; d'encadrer la rente bancaire, celle prélevée sur des clients captifs au gré des incidents et des découverts ; de faire reconnaître la responsabilité territoriale des banques comme aux États-Unis (car, oui, une banque sert d'abord à financer les projets créateurs d'emplois et de richesses, à l'échelle des Hommes et des territoires) ; d'éradiquer les spéculations toxiques, et bien sûr, de prévenir les crises systémiques.

LE PRÉALABLE DÉMOCRATIQUE

Ce préalable doit être une rupture. La politique d'aujourd'hui désenchante la démocratie. À ce moment de l'histoire de la France, le mal français s'incarne d'abord dans la médiocre qualité de notre démocratie comme productrice de sens et de décisions. Si nous ne savons décider ensemble de l'avenir dans une démocratie qui éclaire les choix et arbitre les conflits, il n'y aura pas de réforme fiscale, de transition écologique ou de nouveau droit du travail, et bien d'autres échecs se préparent. Nous sommes nombreux, de tous les horizons de la gauche, à partager l'idée que, sans refondation démocratique, il n'y aura plus en France – ni en Europe – de transformations positives et de réformes progressistes. C'est un préalable et un choix stratégique majeur. L'épuisement de la gauche est d'abord un épuisement démocratique. Tout l'enjeu réside dans l'espoir que cette rupture démocratique ne soit pas la vague antipolitique que d'autres préparent.

LA DÉFAILLANCE DÉMOCRATIQUE FRANÇAISE

Tout au long des dix années d'opposition, la gauche débordait d'imagination à propos des idéaux démocratiques que, en France comme en Europe, nous portions fermement comme étendards. VI^e République, démocratie participative, primaires ouvertes, nouvel

équilibre et séparation des pouvoirs, libérés de l'âge numérique, République européenne, nous les avons laissés sur le bord de la route. Osons les réveiller !

La colère populaire s'ajoute à la mélancolie démocratique des dernières décennies, la protestation à la désaffection. Le populisme se nourrit des désordres publics, de la corruption, de l'opacité et de l'impuissance présumés. Il aura fallu près de vingt ans pour que la limitation du cumul des mandats entre dans les faits. Plus fondamentalement, c'est l'aspiration déçue à une démocratie de haute qualité qui nourrit cette éruption. En France, à l'origine, la V^e République organisait la stabilité. Aujourd'hui, elle permet une redoutable impunité. Pourtant, rien en 2012 ne nous préparait à une gouvernance oligarchique, que la gauche dénonçait implacablement. Je la vois chaque jour à l'œuvre, meurtrière pour l'esprit public et pour la cohésion du pays.

Le grand dérèglement des pouvoirs

Institutions à bout de souffle recherchent issue désespérément. L'hyperprésidence engendre l'hypopuissance. Mais la V^e République protège le président. Le Premier ministre lui sert de bouclier. « Son énergie me protège et me protégera », a cru bon de souligner François Hollande à propos de son second Premier ministre²¹. La fin du quinquennat dira, dans ce cas précis, si cette confiance n'était pas aveugle. Avant cela, c'est ensemble qu'ils rendront compte de la politique qu'ils ont menée solidairement.

Le corset qui enserre le Parlement est supposé donner de l'oxygène au président. Mais l'irresponsabilité et l'impunité n'empêchent pas l'impuissance. Si l'on s'éloigne du bloc régalien, qui

lui confère les atouts du « chef de guerre » dans des occasions extrêmes, le président se noie dans l'exercice du pouvoir.

Intervenant lors du colloque « Refaire la démocratie » organisé le 6 octobre 2016 à l'Assemblée nationale, François Hollande s'est attardé à défendre ces institutions comme si, emprisonné à l'intérieur, il ne voyait rien ou si peu du désamour et de la désaffection qu'elles produisent. Comme s'il les saisisait en ultime bouée, renonçant définitivement à les modifier autrement que par quelques nouveaux affaiblissements du Parlement. Pourtant, en juillet 2007, alors qu'il était encore député, lui aussi s'était élevé contre l'un de ses dérèglements majeurs, l'article 49.3, déclarant : « Tout ce qui concourra à l'affermissement des pouvoirs du Parlement aura notre agrément. »

Le dérèglement a des conséquences gravissimes. Le pouvoir peut s'accommoder de la défiance. Mais la défiance contrarie la délibération collective. Les bonnes réformes sont celles qui montent de la société et qu'un pouvoir éclairé par la délibération sait transformer en normes. La justice, l'efficacité ne viennent pas d'un homme seul ou de quelques-uns, tous aussi isolés.

Le dérèglement se confirme quand le verbe remplace l'action. Je l'ai souvent dénoncé ces dernières années. La rhétorique de la réforme a tué le changement réel. Le *storytelling* a tué la politique et désacralisé l'État gardien de l'intérêt général.

Je porte un jugement définitif sur une conception de la démocratie qui permet à un Premier ministre de penser impunément « être à la hauteur » quand il méprise le Parlement ou les grands syndicats et ne cherche même pas à les convaincre. Probablement faut-il s'élever plutôt au niveau des principes que l'on affiche. C'est la même conception qui autorise un président de la République à accorder publiquement, sans y voir à mal, des centaines de tête-à-tête riches en confidences et commentaires à des journalistes chroniqueurs

21. *Challenges*, 11 mars 2015.

de son règne, alors que sa majorité se délite mois après mois sans qu'il prenne la peine d'en écouter les raisons. Ainsi, le fil s'est rompu entre le monarque républicain et le peuple souverain quand le faire semblant l'a emporté sur le faire.

La chute du Parlement

Le gouvernement et le pouvoir technocratique vassalisent les parlementaires de la majorité, leur impriment une discipline *via* quelques relais zélés. Ces derniers n'imaginent jamais, sauf quand ils sont dans l'opposition, que le temps du Parlement et celui de l'intelligence collective puissent réellement advenir.

Enfin, bien loin des pédagogies de Pierre Mendès France, rien ne vient éclairer le peuple souverain. Décisions d'un seul homme, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) à la rentrée 2012 et le Pacte de responsabilité début 2014, les décisions majeures de politique économique du quinquennat, s'additionnent à l'aveugle sans bilan ni évaluation ; sans délibération collective digne de ce nom, car la démocratie sociale s'est fissurée et le Parlement... aboie, mais ne mord pas !

L'abaissement du Parlement était dans la tradition de la droite bonapartiste. L'arrivée du général de Gaulle sur les ruines fumantes de la IV^e République avait initialisé le logiciel du régime. La gauche s'insurgeait. La législature de 2012 devait marquer la réhabilitation du Parlement. Rien ne s'est passé comme prévu²². Le temps du Parlement n'est pas venu. Désigné médiatiquement comme « fronde », un mouvement d'émancipation parlementaire sans précédent a jailli du groupe majoritaire socialiste.

22. Deux récits de l'intérieur éclairent remarquablement cette séquence à contresens de la culture politique de la gauche : Laurent Baumel, *Quand le Parlement s'éveillera...*, Latresne, Le bord de l'eau, 2015, et Jean-Marc Germain, *Tout avait si bien commencé*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2015.

Ils nous disent frondeurs

Oui, un carré de députés de la majorité socialiste est sorti du rang pour s'élever à la hauteur d'une exigence politique et morale : le respect des engagements pris devant les Français.

Nous avons refusé de voter des budgets et d'autres textes dont l'impact sur l'économie et le chômage paraissait mince, voire contre-productif, tandis qu'ils réduisaient la protection des salariés. Ce mouvement sans précédent sous la V^e République a connu trois temps et trois formes d'expression : la demande d'un contrat de majorité (avec des propositions de réorientation de la politique économique), la fidélité aux principes de la gauche (en résistant et en faisant contrepoids à des lois jugées toxiques), le nouveau projet (l'offensive pour la primaire).

Ces parlementaires expriment des désaccords de fond face à une politique qui ne marche pas. Mais ils alertent aussi sur la faible qualité démocratique d'un grand pays, le nôtre, gouverné sans que l'on prenne la peine de mobiliser la société, de l'interroger et de l'écouter sérieusement, de remettre les citoyens dans le circuit des décisions qui les concernent. Il en va ainsi du débat sur le marché du travail quand les sondages prennent les salariés en otage. Simplifier le code du travail : le oui est massif. Faciliter les licenciements : le non l'emporte largement. Cherchez l'erreur !

Certains ont moqué nos efforts, décrété chaque mois la fin de ce qu'ils nomment « la fronde ». Né avec l'appel de cent parlementaires socialistes dans la foulée de la retentissante défaite aux municipales de 2014, ce mouvement a été à l'origine le rappel vigoureux et fidèle de nos engagements. Il est ensuite devenu un nouveau courant d'idées dans le Parti socialiste et la gauche française.

Nous continuerons, chaque fois que ce sera utile, à *nous émanciper du conformisme*, à respecter fidèlement nos engagements.

S'il y a fronde, terme que je ne revendique guère, c'est le sens à lui donner. Lanceurs d'alerte face à l'intense dérèglement de nos institutions, nous dénonçons la verticalité illusoire du pouvoir. Nous refusons d'être simples spectateurs de la perte de confiance populaire qui se confirme chaque fois qu'un engagement renié s'efface des agendas, ou qu'un idéal se noie dans l'océan glacé du cynisme dominant.

Nous luttons contre une triple dévitalisation qui doit beaucoup à l'actuel chef de l'État : celle du Parlement contraint à la figuration, celle de la gauche laissée à l'abandon sans contrat de majorité et celle du Parti socialiste sous tente à oxygène depuis 2012.

L'espoir que nous avons porté contribuera à combattre la féroce poussée réactionnaire qui vient. En 2017, une nouvelle riposte civique s'imposera, pour mettre en face du national-populisme toutes les forces disponibles, sans confusion ni tâtonnements. La menace du Front national est trop réelle pour la contrer par d'obscurs calculs. Pour y parvenir en 2017, l'offensive démocratique, afin de remettre la politique et la société en mouvement, et les réponses sociales, pour ne pas renoncer à l'égalité, seront plus que jamais inséparables.

La tentation suicidaire du Parti socialiste

Pendant ce temps, ailleurs, rien ne se passe. L'épisode du vote du budget 2016 l'illustre à l'extrême. Le parti majoritaire a déserté sa fonction d'inspiration des choix. Le « glissement du côté de la fonction gouvernante » alimente le déclin des partis, dit justement Pierre Rosanvallon dans *Le Bon Gouvernement*²³. Pourtant, le Parti socialiste s'est (enfin) prononcé à plusieurs reprises pour l'inflexion de la politique économique, fiscale et budgétaire, au printemps 2015 au congrès de Poitiers, puis à l'été de la même année. Méprisées par le

23. *Op. cit.*

gouvernement, ces positions ne sont pas défendues par un appareil replié sur lui-même quand vient le moment des débats parlementaires. Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a vite abandonné toute capacité de régulation.

« Le parti propose, le président dispose », a énoncé Jean-Christophe Cambadélis à ce moment du quinquennat. Exégèse de la Constitution ou renoncement à l'action ? Avec tristesse, je penche bien sûr pour la seconde interprétation.

Le parti auquel j'ai adhéré en 1978 a mal vieilli à l'épreuve du pouvoir. L'« embourgeoisement » des cadres socialistes ne se résume pas à des « conditions matérielles d'existence », il désigne également la perte de l'esprit de conquête collective. Pour beaucoup d'entre eux, la routine du pouvoir a remplacé les vraies ambitions réformatrices. La volonté de changement cède la place à la gestion du quotidien ou, pire, à l'abandon des valeurs. La soumission à l'ordre institutionnel a doucement muté en acceptation de l'ordre du monde, et donc de ses désordres.

Avec notre courant, nous n'avons pas abandonné le Parti socialiste malgré sa longue hibernation, comme beaucoup nous y invitaient. Je reste convaincu que, sur quantité de sujets importants pour la France, les idées que nous défendons y sont majoritaires, au-delà d'artificiels et temporaires clivages.

Si l'on en croit le recueil des confidences présidentielles, le chef de l'État se serait interrogé en ces termes le 11 mai 2016, alors que la bataille politique sur la loi travail faisait rage : « Christian Paul peut-il rester au Parti socialiste²⁴ ? » Confronté à des décisions difficiles, je n'ai pas eu de doute sur le sens que devait recouvrir la loyauté durant cette période. Notre loyauté est allée à notre peuple, à la gauche, à son

24. Gérard Davet et Fabrice Lhomme, *Un président ne devrait pas dire ça...*, Paris, Stock, 2016.

histoire et à l'espérance qu'elle saura incarner à nouveau pour préparer l'avenir. Le respect des engagements reste le seul critère qui vaille, la seule manière véritable d'établir la loyauté dans une démocratie. Nous n'avons pas fait allégeance à un homme, fût-il le président de la V^e République. La loyauté implique le dévouement à des causes et à des valeurs, à des idées, à un pays, plus qu'à un homme ou à un groupe. Le refus du clanisme est au cœur de mon engagement.

La meilleure réponse que je puisse apporter à François Hollande, il faudra la trouver dans la persévérance que je mettrai dans les prochaines années à réinventer la gauche française avec les générations qui viennent.

Le risque oligarchique

La défaillance d'une grande démocratie ne signifie pas qu'elle vire à la dictature, mais plutôt qu'elle laisse grossir un système politique de basse tension et de médiocre qualité. Le risque oligarchique en est le signe visible et incontestable.

L'oligarchie confisque la démocratie. La modernisation sans le peuple figure dans le logiciel du pouvoir français, au-delà des alternances. Trop longtemps, on a imaginé qu'après le temps du suffrage universel, les choses sérieuses pouvaient reprendre. Autour du monarque, les descendants des légistes royaux inventent le bonheur du pays.

Je ne céderai jamais au réflexe démagogique sur ce sujet. Nous avons besoin d'une fonction publique de haute qualité, et de cadres dirigeants compétents et intègres. La plupart le sont. Mais l'impulsion et le contrôle politiques s'exercent selon une géométrie très variable. Dans les tours de contrôle de l'État, de l'Élysée aux grands corps, de Matignon au Trésor, le pouvoir technocratique exerce une influence immense.

Plus grave encore, l'oligarchie néolibérale dévitalise le débat public. Les certitudes gestionnaires dissimulent l'influence des intérêts. Le jeu subtil des lobbies est parfaitement huilé. La porosité entre les cercles de décision publique et les puissances de l'économie localisée ou mondialisée est incontestable.

À cet endroit précis, qui peut encore sérieusement croire à la ligne de partage entre la gauche et la droite ? Quand arrive la saison des transferts, les conseillers des uns deviennent souvent les bras droits des autres. Le quinquennat actuel ne le dément pas.

Si j'ai refusé il y a quinze ans de participer aux dîners du Siècle, je sais encore pourquoi. Chacun a sa conception de la respiration démocratique. Je n'imagine pas que la confusion et la connivence remplacent jamais l'échange sincère et la confrontation des expériences. La démocratie n'est pas l'affrontement permanent, mais des consensus factices ne la renforcent pas.

Il est terrifiant que l'esprit de caste se soit ainsi enraciné. Il a survécu aux révolutions, aux guerres et aux tentatives de réformes. « La matière des privilèges est inépuisable, comme les préjugés qui conspirent à les soutenir », écrivait Sieyès dès 1788 dans *L'Essai sur les privilèges*. Quand les castes se rencontrent et se renforcent, elles finissent par ne faire qu'une.

UNE NOUVELLE DÉMOCRATIE POUR TRANSFORMER LA FRANCE

Trop longtemps, on a pensé en France que les libertés démocratiques s'opposaient à l'efficacité de l'action publique. Et si c'était l'inverse ? Si l'action publique redevenait possible et

efficace justement quand la confiance dans la démocratie s'épanouit ? Nous sommes nombreux à souhaiter voir les derniers jours de la V^e République.

Ce qui importe, ce sont moins les détails que la méthode, les principes et les buts d'une profonde modernisation de nos institutions pour « démocratiser la démocratie²⁵ ». La France depuis 1789 abrite d'innombrables « ingénieurs en Constitution ». Nous sommes un peuple politique, et de surcroît, un peuple de juristes. Les modifications et les retouches se sont empilées depuis 1958, et pourtant les défauts originels restent intacts.

La méthode, c'est le référendum constituant, au plus tôt après l'élection présidentielle, après que la campagne pour cette élection aura permis de soumettre au débat et au suffrage les grandes lignes de ce changement de régime.

Réécrire les principes cardinaux

Ruse de l'histoire, les principes du libéralisme politique sont parmi les plus efficaces pour lutter contre les excès du libéralisme économique – à condition de les appliquer fermement. Mais je ne connais pas de principe politique aussi bafoué et ridiculisé que la séparation des pouvoirs dans la pratique de nos institutions.

Je considère que la gauche doit s'atteler à *rétablir la séparation et l'équilibre des pouvoirs*, comme elle l'a si souvent promis et tant écrit. La séparation est devenue encore plus improbable, dès lors que l'élection des députés procède de celle du président. Le réveil du Parlement obligera à un contrat de majorité, à des compromis. Retenons que trois mesures décisives peuvent changer la donne

institutionnelle : *l'introduction de la proportionnelle* pour crédibiliser la représentativité de l'Assemblée nationale ; la moitié du *temps législatif d'initiative parlementaire* confié aux députés pour tourner le dos à la passivité ; la *suppression de l'article 49.3* et de quelques outils rouillés de la V^e République qui corsètent le travail parlementaire (la réserve des votes, la seconde délibération, la procédure d'urgence). Un but : en finir avec la soumission du Parlement.

La fin des cumuls de mandats et de rémunérations rendra possible la création d'un statut des élus, permettant aux parlementaires de se consacrer prioritairement à leur mandat. J'irais volontiers jusqu'à l'institution d'une taxe pour les parlementaires absents ou improductifs, à condition de trouver des critères de bon sens. L'Assemblée du non-cumul s'ouvrira aussi davantage à la parité, comme à la représentation à la diversité des origines et des expériences.

L'institution judiciaire n'est pas à l'abri de la confusion des pouvoirs. Sans doute les décisions des magistrats doivent-elles trouver toutes les voies d'appel nécessaires, et leur indépendance, des contre-pouvoirs. Aucun pouvoir n'est infaillible. Mais l'indépendance de la justice reste un combat essentiel et inachevé : c'est dans la Constitution qu'elle doit être gravée.

L'exécutif concentre justement le feu des critiques. Ce ne sont pas seulement les Hommes d'aujourd'hui, mais les fonctions telles qu'elles se perpétuent qui sont remis en cause. Le pouvoir d'un seul le rend terriblement vulnérable, sans l'empêcher d'en jouir.

Si l'on considère que le président de la V^e République fait désormais partie du patrimoine national et de l'exception française, il n'en demeure pas moins que le *statu quo* paraît impossible. La France est confrontée à une alternative qu'elle n'est pas encore parvenue à trancher, faute d'occasions, et l'actuel quinquennat a remis toute

25. Pour retrouver les débats les plus récents : « Refaire la démocratie », rapport de la commission présidée par Claude Bartolone et Michel Winock, Paris, Assemblée nationale, 2015.

velléité de le faire. Soit le président exerce l'essentiel du pouvoir, et la fonction primo-ministérielle a vocation à disparaître. Soit il exerce une magistrature plus symbolique, garante des grands intérêts du pays, et c'est au Premier ministre d'assurer la responsabilité gouvernementale et d'en rendre compte au Parlement. Un processus constituant permettrait de trancher entre ces deux grandes options. Ce choix doit être présenté dès la campagne présidentielle qui vient.

Le Parlement n'est pas en situation de remplir sa mission. J'en viens à penser que les autres pouvoirs s'en accommodent. S'il existe un intérêt à réduire le nombre des parlementaires, c'est celui de les doter de moyens d'initiative et de contrôle crédibles.

Je cite volontiers en exemple, pour l'avoir vécue en direct, la situation du rapporteur du budget de l'assurance maladie (210 milliards d'euros en 2015, quand le budget total de l'Union européenne atteint la même année seulement 145 milliards d'euros). Face à lui, le rapporteur retrouve le ministère de la Santé et l'Inspection générale des affaires sociales, la Cour des comptes, le ministère des Finances et bien sûr la Caisse nationale d'assurance maladie, les innombrables lobbies, qui produisent tout au long de l'année audits, expertises et propositions. Le rapporteur dispose, lui, de trois administrateurs à temps partiel... Il arrive que David gagne contre Goliath, mais à la marge et de manière dérisoire, d'autant qu'à l'arrivée, la discipline du vote majoritaire l'emporte sur toute vision alternative.

Née de la fusion du Sénat et du Conseil économique, social et environnemental, faisant appel pour moitié au tirage au sort, la *seconde Assemblée, déchargée de sa mission législative, deviendra le « Parlement du futur »*, chargé de préparer le long terme et l'avenir du pays par des « directives d'orientation » pour au moins cinq ans s'imposant à l'exécutif. Le but est de s'extraire de la myopie démocratique et de la préférence pour le court terme et les fausses solutions décrétées

dans l'urgence. Cette dualité des horizons de temps justifie la seconde Chambre, trop longtemps héritière des intérêts corporatifs ou locaux. Pierre Rosanvallon a bien montré que, dans nos sociétés sécularisées, faute d'espoir de salut, il fallait retrouver de l'espérance en « renforçant politiquement le futur » et ne pas « borner l'horizon temporel de la démocratie²⁶ ».

La relance de la démocratie sociale figurait parmi les grandes ambitions du nouveau quinquennat. Elle pouvait rendre d'immenses services au pays, car tout ne se gagne pas par la loi. Elle pouvait même incarner la convergence des deux gauches.

La démocratie, c'est le conflit, mais pas seulement. Le compromis social doit se construire entre le patronat et les syndicats, avec l'aide de l'État. Lorsque ce dernier échoue, la puissance publique, et particulièrement le législateur, reprend la main. Quand l'accord existe, sans s'imposer littéralement au Parlement, il lui sert de feuille de route. La volonté initiale de 2012 visait à formaliser ces principes, notamment en les inscrivant dans la Constitution. Les grandes conférences sociales pendant deux ans ont été les tours de chauffe de cette vaste ambition. Il n'a pas fallu trois mois à Manuel Valls après son arrivée à Matignon au printemps 2014 pour anéantir ce processus encore fragile. La conférence de juillet précédée de ses déclarations sur « l'agenda de la pénibilité » a causé le départ de la CGT et de Force Ouvrière. On a ainsi enterré vivante la démocratie sociale. Une autre volonté, un autre tempérament devront reprendre ce chantier là où il s'est interrompu.

La modernisation des juridictions sociales, défendue admirablement par Pierre Joxe, participe de cet effort pour que le

26. Pierre Rosanvallon, « Réinventer la démocratie », *Le Monde*, 28 avril 2009.

rapport de force respecte les droits de chacun, à commencer par ceux des plus vulnérables. Sujet orphelin, elle le reste à ce jour.

L'irruption des citoyens dans la fabrique de la loi

Seul un référendum constitutionnel en début de mandat, porté par le souffle et les engagements de l'élection présidentielle, permettra la transformation institutionnelle attendue par le pays. L'expérience d'une consultation nationale conduite à l'occasion de la loi pour une République numérique a montré le potentiel d'une élaboration nourrie des contributions en ligne, transparentes, des citoyens ou des groupes constitués.

Cette démonstration a aussi montré que les lobbies bien organisés, s'exprimant en fin de consultation ou après son terme, conservent un réel pouvoir d'influence. Il demeure que la loi Lemaire a été la première consultation de grande ampleur ouverte aux citoyens préalablement à l'écriture d'un projet de loi. J'avais pour ma part expérimenté cette démarche collaborative quelques années plus tôt, pour la préparation d'une proposition de loi sur la neutralité du Net.

Cette « fabrique de la loi » doit devenir systématique, et l'appel aux contributions citoyennes, généralisé. Le contrôle de l'application deux ans après et l'évaluation des lois pourraient tout autant faire appel à des consultations publiques ou à des jurys citoyens.

Un nouvel écosystème démocratique

Chaque révolution industrielle est contemporaine d'*un nouvel âge de la démocratie*. Le nôtre est né avec la révolution numérique, qui transforme aussi le rapport des gouvernants, des gouvernés et des intermédiaires (les médias, les partis, les syndicats...). Autant qu'au changement des règles constitutionnelles, la priorité de l'heure est à

fonder ce nouvel écosystème. Cela me paraît indispensable si l'on veut éviter que la révolution numérique ne soit soumise à la loi du plus fort, du plus bruyant, du plus sauvage ou du plus violent, du plus marchand ou du plus autoritaire ; si l'on veut qu'elle favorise une renaissance de l'idéal démocratique par un approfondissement de ses méthodes et un élargissement de ses publics.

Avec la commission sur le numérique et les libertés de l'Assemblée nationale, pendant les dures années 2014 et 2015, nous avons prêché, souvent dans le désert – mais c'est le lot ingrat des pionniers – en faveur de ces nouvelles libertés numériques. Il s'agit de consacrer, d'organiser et de renforcer un droit fondamental, celui de l'information d'intérêt public ; de défendre la liberté d'expression en affirmant le principe de neutralité technologique ; de consolider la liberté individuelle par une meilleure maîtrise du numérique et de ses données personnelles et une réelle responsabilisation des citoyens ; d'approfondir le droit d'accès à Internet par la neutralité des réseaux et la loyauté des plates-formes.

Chargé d'émancipations possibles autant qu'il est lourd d'asservissements potentiels, l'âge numérique appelle ce sursaut démocratique. Il met en scène, avec les symboles incarnés par Snowden, Google ou Uber, le *big data* ou les objets connectés, le combat multiséculaire qui oppose émancipation et domination.

Les bienfaits s'effaceront-ils devant les menaces ? Il serait naïf de ne pas écouter la mise en garde d'Alain Supiot : « La révolution numérique va ainsi de pair avec celle qui se donne à voir en matière juridique, où l'idéal d'une gouvernance des nombres tend à supplanter celle du gouvernement par les lois²⁷. »

27. Alain Supiot, *La Gouvernance par les nombres*, Paris, Fayard, 2015.

CHANTIERS OUVERTS AU PUBLIC

Une nouvelle République doit naître. Mais cette révolution citoyenne doit s'installer à tous les étages, et pas seulement aux étages réputés « nobles » de nos institutions représentatives, l'exécutif et le Parlement. Elle pénètre et progresse positivement à l'échelle locale dans les lieux les plus divers de l'action publique, à bas bruit. Elle ambitionne de redonner du pouvoir aux citoyens, pas seulement pour s'informer mieux ou dialoguer, mais pour créer ensemble la cité du futur. Demain, elle sera le cœur du réacteur des projets politiques progressistes de nouvelle génération.

La construction des politiques publiques avec les citoyens permet de ne pas se contenter du vote aux élections pour créer l'adhésion, ni de s'en remettre à la seule démocratie représentative, dont beaucoup se détournent ou s'échappent par l'abstention. Et que dire de ceux qui n'y sont pas conviés puisque, pour l'heure, le vote des étrangers aux élections locales reste une promesse non tenue ?

La nature de la démocratie

La façon dont les citoyens prennent place dans le circuit des décisions qui les concernent mesure la qualité de la démocratie.

L'ambition de la participation citoyenne est clairement affichée sur tous les continents depuis plus de vingt ans. Avec François Hollande et Jean-Luc Mélenchon, j'avais assisté au Forum social mondial à Porto Alegre en 2001. Peu adepte de l'alertourisme en vogue, je m'étais échappé pour aller visiter le « bureau du budget participatif » que le Parti des travailleurs avait créé après la conquête de la municipalité de la ville. Dans une ambiance de ruche s'inventait une nouvelle démocratie accessible à tous, sans préalable culturel.

Dans la Nièvre, depuis longtemps, nous n'imaginons pas un projet de territoire dans un canton rural ou un contrat de pays qui ne soient passés au crible de la discussion locale la plus large possible. Ainsi sont nés en 2015 les « villages du futur » en Nivernais-Morvan, dont la marque de fabrique est justement la participation citoyenne.

Ces expérimentations dans les territoires urbains et ruraux restent concentrées là où des élus donnent le signal, convaincus que la participation locale bonifie et amplifie les projets et qu'en créant des agoras modernes, la cité ira vers des changements positifs.

Ailleurs, la contestation des pouvoirs, les occupations, les activismes ou la désobéissance civile remettent en cause les cadres désuets ou verrouillés. C'est désormais flagrant autour des projets industriels ou d'aménagement, moyens ou grands. La démocratie n'est pas le consensus. Les consultations faisant appel au vote ne suffisent pas à fonder la décision. L'exemple des mouvements zadistes à Notre-Dame-des-Landes ou à Sivens démontre le caractère friable des procédures actuelles, entre l'enquête publique précoce qui mobilise peu et le référendum tardif que l'on n'accepte pas.

La demande ne se résume plus à la concertation ou au dialogue. L'exigence s'étend au contrôle de l'action des dirigeants et au refus des formes octroyées par la démocratie représentative. Ici, ce sont des formes émergentes et pragmatiques, ailleurs des contestations directes ou un dépassement et une tentative de réinvention façon Nuit debout. « Des formes nouvelles, sinon rien », dit le personnage de *La Mouette* de Tchekhov. Cela vaut aussi pour l'organisation de la vie publique. La revendication d'une démocratie réelle ne peut un seul instant être ignorée. Les alternatives ne convainquent pas toujours. Mais la méthode démocratique possède encore des ressorts et des trésors inexplorés.

La démocratie repose sur des principes universels. Les citoyen(ne)s demeurent égaux en droits. Mais ils ne sont pas des abstractions. Les plus vulnérables, les plus isolés, les plus minoritaires ont des voix qui doivent être entendues. C'est l'apport de la politique du *care* à notre démocratie.

L'innovation démocratique en grandeur réelle

Je témoigne aussi de l'expérience vécue avec les équipes de la 27^e Région, laboratoire de transformation des politiques publiques, à travers des centaines d'exemples, de Revin (Ardennes) à Lezoux (Puy-de-Dôme), sans compter les expériences similaires menées dans le monde²⁸, de Copenhague à San Francisco.

Coconstruction des politiques avec les citoyens, conception créative, transformation et innovation publiques : ces mots font sourire les blasés de la démocratie participative. Je les crois pour ma part essentiels, c'est-à-dire porteurs de sens.

Il s'agit de créer des démarches, des espaces et des lieux « neutres » où citoyens, agents publics et élus travaillent ensemble pour la grande fabrique des politiques publiques, pour organiser l'achat public durable, réformer les politiques jeunesse ou favoriser l'accès aux droits. La démarche réussit aussi admirablement pour concevoir des équipements ouverts, répondant aux attentes de ceux qui y vivent et y travaillent chaque jour : médiathèques, lycées, maisons de santé ou services publics de proximité. Répondant à l'origine à la demande des régions, la 27^e Région appuie aujourd'hui des villes ou des départements en quête d'ingéniosité.

Ces expériences et ces prototypes se nourrissent du design, du numérique et de l'*open source*, des sciences sociales, de l'innovation

ou du développement local. Mais il faut y voir un projet culturel et politique, celui qui ne réduit pas le citoyen à un consommateur d'équipements collectifs, mais fait de lui un acteur à part entière, et de l'agent public un concepteur de services, et non plus exclusivement l'exécutant appliquant une norme d'origine centralisée. On trouve là un antidote puissant à la désespérance citoyenne.

La cité numérique se construit brique après brique

Ces nouvelles voies de la démocratie sont des contrées que les applications numériques défrichent. L'ouverture des données publiques (*l'open data*) permet déjà de faire progresser la connaissance partagée d'une ville, d'évaluer les fondements d'une décision, d'en mesurer mieux les effets. Demain, si l'on sait la conduire en protégeant les données personnelles, la numérisation des données de santé rendra la protection contre la maladie moins coûteuse et plus efficace.

La « technologie civique », la *civic tech*, ne suffit pas mais elle crée des brèches pour plus d'ouverture, de transparence et de proximité. Pour une partie au moins des citoyens, elle fait tomber les obstacles qui freinent la participation à la décision publique. Elle renouvelle la démocratie d'interpellation par de grandes pétitions. Pour progresser, elle ne doit pas être d'abord un marché, qui passerait vite de mode, mais un projet politique et une transition vers une démocratie infiniment plus ouverte. Encore faut-il, dans le monde numérique et citoyen que nous explorons, ne pas céder à la tentation de la gouvernance algorithmique. J'ai obtenu à l'Assemblée nationale le principe de transparence et la publication des codes source des algorithmes qui contribuent aux décisions publiques, par exemple en matière de fiscalité ou d'affectation des lycéens.

28. La 27^e Région, *Chantiers ouverts au public*, Paris, La Documentation française, 2015.

Comme toujours avec le numérique, les algorithmes sont facteur d'autonomie et de liberté à condition de les maîtriser et de ne pas les laisser nous assujettir. Les citoyens de la cité digitale doivent s'affranchir des pilotages automatiques. Beaucoup revendiquent à juste titre « le droit à l'autodétermination informationnelle » pour leurs données personnelles ou l'autonomie à l'égard des algorithmes.

Enfin, s'ils cessent de considérer le numérique comme un simple marqueur de modernité dans leur communication politique, les dirigeants de notre pays pourront devenir crédibles dans ce monde nouveau.

LES CONQUÊTES DE L'ALTERNANCE QUI VIENT

Je n'entends pas ici proposer un programme, mais donner du sens à l'action commune, partager une vision de ce que doit produire la politique quand la gauche exerce le pouvoir.

La politique économique et fiscale alternative que nous avons proposée entre 2014 et 2016 a été défendue par des parlementaires talentueux, tels Valérie Rabault, Laurent Baumel ou Jean-Marc Germain²⁹. Nous avons montré sans relâche les avantages d'une politique moins dogmatique et plus juste. Elle permettrait demain de retrouver un niveau d'investissement et d'activité satisfaisant sans étouffer la croissance en France, même si nous savons que celle-ci dans sa forme historique ne suffit à contrer le chômage de masse.

J'en rappelle quelques principes : un pilotage européen et national plus souple que ne le permettent les critères automatiques actuels pour les budgets et pour les dettes, des prélèvements sociaux plus justes et plus efficaces pour l'emploi et l'investissement.

La colonne vertébrale de l'alternance à gauche réside dans une alchimie singulière des valeurs et des actes. Elle échoue aujourd'hui parce que les résultats et les rêves s'effacent. Orpheline de ses rêves, la gauche perd aujourd'hui la bataille des valeurs sans

29. On la retrouve également dans les publications inspirantes d'économistes, comme Pierre-Alain Muet, mais aussi Daniel Cohen, Thomas Piketty, Guillaume Duval ou Philippe Askenazy.

l'avoir vraiment menée. Elle n'a plus de boussole pour orienter son action, ou plutôt elle part dans de nombreuses directions et se voue à une défaite culturelle provisoire.

À l'inverse, les idées ne suffisent jamais à remplacer les actes. Opposer la quête de justice et le bon chemin de la politique économique n'a guère de sens.

La gauche doit faire naître un nouvel imaginaire, retrouver les principes d'exercice du « bon gouvernement » et s'interroger sur la méthode du changement autant que sur ses finalités. Elle recouvrera ainsi une crédibilité historique qu'elle a perdue non pas à cause de la chute du Mur de Berlin, comme on l'a écrit si facilement, mais avec l'usure du pouvoir, en cédant aux « compromis d'adaptation ».

« Créer une société égalitaire dans un monde inégal », propose Esther Duflo³⁰. La priorité à l'égalité identifie la gauche³¹. Il est des préalables de justice qui, inaugurant un cycle politique, permettent ensuite d'engager des changements non comme des sacrifices, mais comme les marques d'une société plus juste. Augmenter les budgets de l'éducation et de la formation en particulier pour ceux qui décrochent, imposer une justice fiscale incontestable, combattre la pauvreté par les revenus de base, c'est se donner des marges de confiance sans attendre l'hypothétique surcroît de croissance. Transformer notre économie et notre modèle de développement pour y rendre premiers la transition écologique et le progrès numérique, c'est croire que demain sera meilleur qu'aujourd'hui. Au total, il faut investir d'abord pour recréer de la confiance populaire.

30. Abhijit Banerjee et Esther Duflo, « Nous avons mille raisons d'être heureux », *Le Monde*, 18 août 2016.

31. Christian Paul, « L'égalité, enjeu premier de 2012 », *art. cit.*

LE GRAND DESSEIN DES RÉVOLUTIONS PRODUCTIVES

Modèles économiques et écologiques inédits, partage des richesses : nous sommes au temps des révolutions productives. Comme tous les grands pays qui ont vécu en parallèle la même histoire économique au XX^e siècle, la France est en quête de son nouveau modèle. La société l'invente. La politique ne peut se contenter de courir derrière la société, ni renoncer au progrès.

La société numérisée

Les politiques de transformation qu'impose la nouvelle « révolution industrielle » dépassent largement les mutations économiques qui, depuis la fin des Trente Glorieuses, visaient à rechercher la croissance ou à créer des emplois. Nous affrontons un changement de civilisation. À elle seule, la numérisation de la société, qui bouleverse tous les domaines de nos vies, produit cet effet de souffle. Steve Jobs ou Bill Gates ont davantage transformé nos existences, pour le meilleur ou le pire, que la plupart des dirigeants socialistes vivants.

Les enjeux de la politique du numérique doivent être bien identifiés. Le numérique n'est ni de droite, ni de gauche. Mais il existe plusieurs façons de penser et d'organiser son avenir dans notre société. C'est un débat, amorcé avec la loi pour une République numérique, mais encore trop confiné dans les cercles initiés, qui mériterait d'être national. Il engage en effet bien plus nos vies que d'autres qui tiennent le haut de l'affiche.

Ainsi, la gestion des données va déterminer la puissance dans la société numérique. Comment en partager la maîtrise ? L'État doit favoriser un environnement propice à l'innovation tout en jouant son rôle de médiateur et de puissance publique afin d'en garantir une

utilisation démocratique et égalitaire. Mais toute innovation numérique n'est pas vertueuse en soi. Pour s'assurer qu'elle le soit, comment organiser un dialogue démocratique en temps utile ? L'économie collaborative oscille entre l'utopie positive d'une nouvelle société du partage et la prise en main par un capitalisme inédit, tout aussi prédateur que les précédents. Anticiper et réguler sont les missions du politique, sauf à subir l'uberisation sans limites de la société.

L'une des mutations prévisibles désormais, qui va tétaniser ou mettre en difficulté nombre de professions, est celle que vont produire les véhicules autonomes. La voiture « sans chauffeur » sort peu à peu du prototypage pour aller vers des applications massives. Uber, après avoir déstabilisé les taxis, va se passer de ses propres chauffeurs. Des secteurs entiers du fret routier et du transport fluvial seront aussi transformés par ces outils de mobilité autonomes et sans pilote, où Google, Uber, Ford investissent à tours de bras. À qui servira cette nouvelle autonomie, porteuse de progrès individuel, mais aussi d'immenses profits ?

C'est un magnifique exemple, un cas concret qui montre que nous pouvons agir ou simplement réagir a posteriori. La politique dans le monde numérique doit canaliser les énergies créatrices au service du bien commun, et pas simplement laisser le marché s'emparer des innovations majeures qui adviennent. Loi du marché ou lois de la démocratie : cette question éternelle trouve ici une terrible actualité.

Des réponses existent pour reprendre du pouvoir sur ces évolutions, sur nos vies, pour un choix de société assumé. Mais, pour la plupart des responsables politiques, elles figurent encore parmi les questions émergentes ou refoulées, loin des priorités.

Derrière les mots et les bilans enjolivés, les réalités stagnent. Faute de choix courageux dès 2012, le déploiement des réseaux

numériques pour l'Internet à très haut débit et de la téléphonie mobile piétine, comme à la poursuite d'une cible mouvante. Il est temps de redonner à la puissance publique une obligation de résultats. Faute de vision et de volonté, la fiscalité du Net tâtonne.

Poursuivre la révolution numérique sans béatitude signifie amplifier des choix politiques timidement esquissés en France : une affirmation sans faille de la neutralité du Net, le déploiement des réseaux numériques dans un objectif d'égalité, la reconnaissance large des biens communs numériques, le contrôle strict des usages régaliens (renseignement) et des données personnelles, la maîtrise du monde algorithmique qui n'est pas un substitut de la démocratie... Cette politique numérique offensive n'entrave pas l'économie des réseaux et des data, mais endigue les excès et permet d'éviter le cauchemar. Ces digues ne doivent pas tuer les innovations, mais les rendre fécondes.

Mais il existe des forces de changement tout aussi puissantes : la prise de conscience écologique et le choc climatique.

L'écocivilisation, un projet global

Il est grand temps d'« écologiser l'homme » et de convertir l'économie à l'écologie. L'ambition que confiait Edgar Morin à une « politique de civilisation³² » doit être réhabilitée, après tant de réponses médiocres faites à cette belle invitation à penser l'avenir commun. C'est bien d'un projet de société qu'il s'agit. Mais n'en faisons pas une nouvelle pensée unique.

Je reconnais une « résistance française à l'écologie ». Elle n'est pas irréversible. On en connaît les raisons. La dictature de l'urgence et la jouissance de l'instant l'emportent sur la préférence souhaitable pour le temps long, même si nous nous trompons

32. Edgar Morin, *Pour une politique de civilisation*, Paris, Arléa, 2002.

grandement sur le temps qu'il nous reste à pouvoir l'ignorer. La pensée écologique repose sur une philosophie en rupture avec la vision du progrès inspiré et maîtrisé exclusivement par l'homme. De cette rupture, nous n'avons pas encore accepté collectivement une vision et une synthèse positives.

Il faut pouvoir dessiner une vie meilleure. C'est un préalable démocratique. « La société du risque » évoquée dès 1986 par Ulrich Beck³³ décrit bien les pentes que nous dévalons. Notre monde est devenu « la manufacture des risques », ceux de la civilisation industrielle, aggravés par les dérégulations, par les individualismes et par le retour de la précarité pour les travailleurs. Combattre cette religion qui conduit à la fin du progrès ne peut signifier renouer avec la société industrielle d'antan, au contraire. À la décroissance, nous devons préférer l'altercroissance.

Elle obéit à des principes nombreux et se heurte aux inerties, aux intérêts locaux égoïstes et aux puissances globales. Cette croissance encourage la productivité sans détruire la planète et enrichit le contenu du travail humain en réduisant sa pénibilité. Elle relocalise les productions et la consommation. Elle s'organise autour de la sobriété, l'autonomie, et l'efficacité énergétique. Elle accepte que l'activité humaine ne puisse pas systématiquement s'étendre sur les terres arables ou sauvages. Elle conçoit que notre génération ne peut brûler le capital que nous devons à nos enfants. « Des rapports avec la Terre basés exclusivement sur l'utilisation de celle-ci en vue de la croissance économique ne peuvent que mener à la dégradation en même temps qu'à la dépréciation de la vie humaine », disait René Dubos dès 1973 dans *Les Dieux de l'écologie*.

Les nouveaux modèles économiques devront aussi rééquilibrer les rapports au sein des filières. La prédation des productions agricoles par les industries agroalimentaires et la grande distribution est à l'origine des crises qui dévastent l'agriculture française, à qui l'on demande non pas de s'adapter ou de se transformer, mais de se faire hara-kiri.

Fort de ces principes, on peut concevoir des politiques nouvelles et les faire tourner à plein régime : santé publique, agroécologie, économies d'énergie et énergies renouvelables... Enfin, les règles et les contraintes, quand elles s'avèrent nécessaires, deviennent des choix délibérés avec les citoyens, et non des punitions subies. Les normes, la fiscalité, les interdits ont souvent précédé l'explication des arguments et la compréhension des enjeux. L'écologie, qui a tous les aspects d'une cause commune, est devenue source de clivages culturels et de distance sociale. Écologie et socialisme peuvent se retrouver... naturellement. La social-écologie avance quand le souci de chacun devient l'intérêt de tous.

Les chocs écologiques

Il nous est demandé de *bloquer le compte à rebours du dérèglement climatique*. Avant de réussir ce passage de la prise de conscience à la conversion des modes de vie et de production qui est au cœur de la social-écologie, il faut répondre aux défis immédiats. La COP 21 a pris à bras-le-corps le choc climatique. Elle ne peut demeurer dans l'histoire comme une parenthèse.

Si l'on prend au sérieux les prévisions du réchauffement climatique, ce que je crois vital, il faut les partager avec nos concitoyens. Sans démocratie active, ces combats planétaires demeurent lointains, abstraits et contestés.

33. Ulrich Beck, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001.

Si la cause du climat progresse, cela ne nous exonère pas de traiter les autres causes du choc écologique infligé à la planète : recul de la biodiversité, rareté de l'eau douce, empoisonnement de nos environnements, disparition des zones sauvages. L'ensemble de ces agressions impose inéluctablement des progrès majeurs dans la régulation de l'économie mondiale, de la disparition du diesel urbain à la fin des gaz HFC.

La politique des communs

Les communs, ces biens dont les droits d'usage sont partagés, prennent leur place entre le marché et l'État, à mi-chemin entre le bien privé et le bien public. Ils marquent les limites du capitalisme et de l'étatisme, et contrarient frontalement le néolibéralisme. Les communs ont d'abord eu pour vocation de préserver la culture et le vivant. Puis ont émergé les communs numériques, du logiciel libre aux protocoles du Web. Aucun ne tombe du ciel, tous prennent leur envol après bien des luttes. Cette construction des communs apparaît comme la véritable nouvelle frontière de la gauche dans la modernité, une ligne de front à conquérir et à repousser. Sans entrer dans les débats théoriques que suggère la montée en régime des communs ou des biens publics, chacun mesure qu'ils renouvellent l'horizon de la politique de façon enthousiasmante.

L'économie sociale et solidaire, quand elle libère le travail du capital, ouvre aussi cette voie.

Les communs numériques résultent de plusieurs changements. D'abord, des activités jusque-là réservées à de grandes organisations ou à des industries sont à la portée d'individus ou de groupes : l'édition de contenu, la production collaborative de logiciels ou d'encyclopédies, la recherche, l'impression 3D... La croissance exponentielle des communs déstabilise les modèles commerciaux

anciens, fondés sur la rareté de l'offre et la restriction de l'accès. Il est essentiel de leur donner un vrai statut en droit positif, pour garantir l'accès à ces ressources nouvelles.

Les terrains de conquête des communs vont jusqu'au nouvel ordre juridique mondial en construction. La stabilité du climat et la couche d'ozone, l'Internet ou le patrimoine fabriqué par l'homme, à commencer par les connaissances scientifiques, figurent parmi ces biens publics mondiaux que ni le marché ni les États seuls ne peuvent fabriquer ou garantir.

L'aveuglement nucléaire

Les traumatismes de Tchernobyl et Fukushima ne cesseront de hanter ma génération. L'écrivain russe Svetlana Aleksievitch, Prix Nobel de littérature, a dressé dans *La Supplication*³⁴ le tableau radicalement inhumain du drame de la centrale ukrainienne et de la lente agonie des survivants. « Le monde n'a pas fini à Fukushima, mais un peu de notre monde s'y est irrémédiablement perdu », écrit Patrick Boucheron³⁵.

Trente ans après Tchernobyl, les grandes puissances industrielles, prisonnières de leur arrogance technique, n'ont pris aucune décision définitive, ni programmé pour le XXI^e siècle la fin progressive du nucléaire. Mais il n'y aura pas d'impunité pour les dirigeants politiques et économiques qui laisseront advenir les catastrophes. Un plan sérieux pour la sortie progressive et maîtrisée du nucléaire ne peut être indéfiniment reporté. Il doit intégrer tous les coûts en jeu, et reconverter les emplois actuels dans la filière en priorité

34. Svetlana Aleksievitch, *La Supplication. Tchernobyl, chroniques du monde après l'apocalypse*, Paris, Lattès, 1998.

35. *Le Monde*, 13 octobre 2016.

dans le démantèlement des centrales. Cet objectif est inséparable d'un plan massif d'énergies renouvelables que la France adopte avec retard.

L'AVENIR DU TRAVAIL

Le chômage de masse a augmenté durant les dix dernières années. Je mets à l'avant du projet politique la question du travail. Ce dernier permet le revenu, la dignité, l'intégration. Je ne le résume pas au salariat dans sa forme traditionnelle. Il est des formes d'activité « hors travail » qui donnent plus de dignité que des situations d'exploitation ou d'humiliation. Si le plein-emploi du XXI^e siècle n'est pas celui des Trente Glorieuses, nous ne renoncerons jamais à faire du travail pour tous un but commun.

Revaloriser le travail

Le travail change de fond en comble, et ce n'est qu'un début. *D'abord, nous devons revaloriser le travail à notre manière.* Si celui-ci est affaire de dignité, ce n'est pas seulement sur le terrain moral qu'il convient de le traiter, mais par le salaire. Ceux qui défendent le travail comme valeur morale sont souvent parmi les plus prompts à prêcher la modération salariale. En France, la stagnation des salaires et leurs écarts ne permettent pas de lutter contre les inégalités primaires. Les différences de salaire femme/homme, entre urbains et périurbains ou ruraux, reflètent toutes les inégalités de structure et de ségrégation.

Le salaire ne peut rester plus longtemps le point aveugle du dialogue social. La progression des salaires n'est pas seulement une mesure de justice, c'est aussi un choix de soutien à l'économie. Les

ajustements déflationnistes par les salaires ont largement contribué à étouffer la reprise de la demande après la crise de 2008.

Il ne faut par ailleurs aucunement regretter d'avoir défendu le principe d'un salaire minimum. C'est encore une idée neuve, mais pas seulement française ! Il arrive en Allemagne à l'échelle fédérale grâce au SPD, et dans le programme d'Hillary Clinton grâce à... Bernie Sanders.

Dans ce cadre, la perspective du revenu universel offre une approche nouvelle. Il s'en présente au moins trois versions. Version une : une allocation rassemblant, unifiant et simplifiant tous les minima sociaux. Version deux : un airbag rapidement déclenchable, réponse à l'insécurité des parcours professionnels dans le monde chaotique de la révolution numérique. Version trois : le revenu de dignité versé à tous, dans une société où le partage des richesses progresse mal. Ces multiples versions offrent le mérite d'appuyer où la société a mal, à trois endroits au moins. C'est une utopie réaliste, même si je lui préfère, pour le quinquennat qui vient, le redressement économique, un droit du travail renouvelé et la sécurité sociale professionnelle. Le chômage de masse et la précarité atteignent un niveau qui menace depuis trop longtemps la cohésion de notre société pour ne pas mobiliser tous les leviers. Ne laissons jamais dire que tout a déjà été tenté !

Protéger les travailleurs

Ensuite, il n'y aura pas de progrès sans *défendre les plus faibles face à la myriade d'exploitations que le nouveau capitalisme issu de la révolution numérique invente tous les jours.* Nous avons tardé à anticiper les grandes mutations en cours dans les organisations et les conditions de travail. François Lordon a raison de poser à la gauche cette question centrale : « Quelle sorte de vie fait-on mener aux gens au travail ? »

Comment ignorer les souffrances, des maux anciens aux plus récents, de l'amiante au *burn out* ?

Les technologies contemporaines, la numérisation, en allant vers « la société automatique », détruisent structurellement des emplois, et, pour les autres, modifient radicalement les conditions du travail, les savoirs et les métiers. Il ne s'agit pas ici de combattre l'esprit start up, même s'il n'est pas toujours synonyme de liberté et d'épanouissement, ni de figer les lignes qui se déplacent à cause des changements disruptifs de l'économie, mais de définir des règles qui permettent à tous de jouer gagnant.

La première urgence est de recréer le cadre du travail, entre dépendance et indépendance. La fin du salariat doit rester un mythe. La protection des indépendants contre la précarité absolue doit utiliser de nouveaux ressorts. Partout dans le monde, un flou s'installe. Le numérique facilite l'externalisation des travailleurs, poussés hors de l'entreprise. Il produit les formes nouvelles d'intermédiation qui créent des emplois sans recruter de salariés. Des taxis aux travailleurs du numérique en passant par l'économie touristique du partage monte l'interrogation généralisée : nouvelles opportunités ou nouveau prolétariat ? Entreprise individuelle, micro-entreprise ou auto-entrepreneur sont les nouveaux statuts offerts comme substituts du contrat de travail, souvent sans apport en capital.

Comment nier qu'une souplesse bien accompagnée peut permettre le lancement d'un projet d'activité ? Ce n'est pas à mettre en cause, même si l'on mesure l'isolement et le taux d'échec de ces tentatives peu capitalisées, qui embauchent et sous-traitent peu, et permettent surtout au final un complément de revenu sans permettre d'accéder à l'autonomie.

En revanche, une nouvelle précarité s'installe massivement, qui doit être endiguée. Les statuts d'indépendant obéissent à des stratégies de contournement. C'est le carburant des plates-formes utilisant des free lances dans une zone juridique incertaine et provisoire.

La réponse politique est à rechercher dans deux directions. D'abord, au nom du principe de précaution, il faut requalifier les pseudo-travailleurs indépendants en salariés. Cette décision aurait déjà dû intervenir à titre conservatoire, donnant ainsi le temps d'élaborer une législation. Les tribunaux américains ont procédé à ces requalifications à grande échelle. La relation de subordination, la dépendance économique sont aisées à établir.

Ensuite, il faut construire une responsabilité sociale des plates-formes. Le but est clair : les travailleurs indépendants et subordonnés doivent accéder à des droits comparables à ceux des salariés, en particulier pour l'assurance chômage, qui est un trou béant dans la protection sociale des artisans et des commerçants, eux aussi « indépendants ».

Préférer l'activité

Tout n'a pas été tenté pour répondre à la demande d'activité et d'accès à l'emploi.

En 2016, l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée » inspirée par ATD Quart Monde est lancée dans dix lieux en France. Ce projet, l'un des plus audacieux et utiles contre le chômage, suscite une mobilisation générale sur des territoires volontaires. L'expérience vise à reconstruire de l'activité en partant non pas simplement du marché, mais d'abord des compétences des chômeurs. Dans cette démarche, l'addition des financements – allocations-chômage, RSA, fonds de la formation professionnelle, crédits publics – peut rendre solvables d'innombrables demandes

publiques ou privées, économiques ou solidaires jusqu'alors latentes, et permettre l'emploi des chercheurs d'emploi auxquels ils étaient destinés.

Il ne s'agit pas d'une simple activation « libérale » des dépenses passives. Il s'agit d'imposer aux chômeurs une contrepartie d'activité en face de leurs allocations, avec des sanctions à la clé. Or, les allocations-chômage doivent demeurer des droits liés à des cotisations. Ici, la personne sans emploi est libre de prendre part à une aventure collective et productive lui permettant d'exercer une activité rémunérée et de renforcer son expérience.

En tordant le cou à une idée fausse, la préférence française pour le chômage, nous ferons œuvre utile. Le droit du travail pour les CDI, le statut pour les fonctionnaires seraient des protections nocives, qu'il faudrait démanteler. Chez les économistes néolibéraux, l'argument principal réside dans le coût du travail qui serait trop élevé en raison de l'action des syndicats. Et pour beaucoup de ceux qui, à gauche, s'en emparent, naïvement ou cyniquement, les privilèges des insiders empêcheraient l'accès au travail des outsiders (jeunes, chômeurs, précaires). Personne n'a jamais démontré qu'en précarisant les uns, on mettait fin au chômage de masse des autres. Cette vision tend à imposer l'idée que le chômage résulte d'un conflit entre les salariés, et non d'un rapport entre capital et travail que la recherche du profit maximum a tendu à l'extrême³⁶.

Réduire le temps de travail

La réduction du temps de travail n'est pas taboue, au contraire. Les 35 heures ne sont pas coupables, elles sont même responsables : dans cette période longue de chômage de masse et d'amélioration de

la productivité, elles ont eu un effet positif pour les salariés. On peut débattre du caractère prioritaire de la réduction du temps de travail, et refuser l'hystérie que suscite cette évocation dans les programmes économiques. Les études récentes, le rapport parlementaire de la députée Barbara Romagnan, l'étude non publiée de l'Inspection générale des affaires sociales comme l'appel d'*Alternatives économiques* en mai 2016 convergent : il s'agit de travailler moins pour travailler tous et mieux. L'évolution spontanée de l'économie ne fera pas reculer le chômage, car la numérisation accélérera encore la productivité dans un monde de ressources de plus en plus rares. D'autres pays préfèrent déjà le recours massif au temps partiel (pour les femmes), le travail faussement indépendant et les contrats des travailleurs pauvres. Nous faisons le choix d'une société décente où le mouvement négocié de réduction du temps de travail trouve sa place, sur le chemin des 32 heures.

La mère des réformes : la sécurité sociale professionnelle

Devant l'évolution du travail et les parcours professionnels sans continuité, nous sommes sommés de retrouver des protections collectives. Je tiens la sécurité sociale professionnelle pour *la principale réforme progressiste et structurelle* à mener. Notre société doit trouver les moyens de la mettre en œuvre non pas comme un luxe, mais comme une nécessité. Elle est à notre époque ce que l'éducation fut à la III^e République et la sécurité sociale à l'après-guerre. Le compte personnel d'activité engagé depuis le début des années 2000 obéit, lui, à la politique des petits pas.

Entre deux emplois, chaque salarié se verra offrir, dans des conditions acceptables et dignes, une formation, une reconversion ou une activité, avec une rémunération et des droits. Cette réforme majeure doit reposer sur des garanties collectives, une réelle portabilité

36. Voir Philippe Askénazy, *Tous rentiers ! Pour une répartition des richesses*, Paris, Odile Jacob, 2016.

d'une entreprise à l'autre, et construire un appareil de formation tout au long de la vie qui mobilise l'ensemble de la formation professionnelle et de l'éducation nationale, des écoles aux universités.

Alors, la belle utopie de Robert Castel, *le statut du travailleur nomade*, pourra s'incarner dans des parcours sécurisés et l'angoisse des périodes vides disparaîtra puisque ces dernières auront été bannies.

La gauche et les syndicats disposent de vingt ans de travaux sur ce projet. Il doit figurer au top 5 des priorités d'un programme présidentiel. Il rassemble largement, car chacun mesure combien l'insécurité sociale et professionnelle grandit dans un monde instable.

LE PLAN RÉPUBLIQUE

La remise en cause des valeurs républicaines est arrivée au pire moment. Les néoréactionnaires ont sapé les fondements de l'égalité républicaine. Le terrorisme s'est attaqué avec une violence inouïe à notre modèle démocratique. En janvier 2015, sous le choc des attentats de *Charlie Hebdo*, mais immédiatement soucieux de prolonger l'émotion par l'action et l'engagement, nous avons pour la première fois proposé un plan République.

L'identité de la France, c'est d'abord la République. Quelle République voulons-nous ? Quel sens, quelle direction et quelle impulsion lui donner³⁷ ? Comment recréer suffisamment de commun pour faire obstacle au nationalisme et aux communautarismes ?

La République n'est pas un dogme, mais un ensemble de principes et de valeurs. J'ai dit à quel point elle était déstabilisée. La

République s'incarne aussi dans des choix et des actes. C'est eux que je veux interroger, car de leurs manquements naît notre impuissance.

Le plan République se gagnera dans les têtes et sur les territoires. Il doit traduire dans le droit et dans les politiques publiques l'idéal égalitaire de la République, sa première promesse, la plus difficile aussi à traduire dans les faits. Notre plan République porte les couleurs d'une République sociale.

La reconnaissance, dans une République commune

La République fait sens si elle n'est pas un catalogue de catégories abstraites, brandies comme un catéchisme, mais un manuel de survie de l'idéal des Lumières confronté sans tabous aux réalités contemporaines. Je partage avec l'historien Patrick Weil³⁸ la conviction que la République n'a pas à craindre de sa diversité. Elle a en revanche tout à redouter des ruptures d'égalité. C'est d'abord là qu'il faut briser les fatalités.

La reconnaissance des différences, le refus des discriminations, le respect des minorités, le vote des étrangers : c'est l'autre face de l'égalité. Elle suppose de bien savoir ce que l'on a en commun. Pour que les droits culturels ne soient pas perçus comme l'objet d'interminables guérillas, il faut une société qui tienne debout, avec des cadres solides et partagés. Ni le marché, ni les communautarismes ne le facilitent. La cité, l'école, l'entreprise doivent bannir l'injustice et les discriminations par la loi et les pratiques. À ce prix, quand elle tient ses promesses, la République est en commun : les valeurs républicaines sont partagées par tous, elle devient vraiment le patrimoine de chacun.

37. Patrick Weil, *Le Sens de la République*, Paris, Grasset, 2015.

38. François Dubet, *Ce qui nous unit*, Paris, Le Seuil, « La République des idées », 2016.

Les hospitalités, un choix assumé

À la manipulation des identités, nous devons opposer le choix assumé de l'hospitalité. « Le racisme tire son origine de la volonté de ne pas se mêler, de rester entre soi et ainsi de tracer des frontières entre le monde des uns et l'univers des autres », écrit avec fermeté le philosophe Guillaume le Blanc. L'hospitalité n'est pas seulement un sentiment, elle s'organise. Le désordre crée de l'effroi. La sinistre « jungle » de Calais le démontre avec des mots et des images. L'hospitalité ne demande pas du courage, elle en donne.

Personne ne peut penser qu'il est simple de trouver l'équilibre entre le respect des frontières et l'éthique de l'hospitalité. Encore faut-il se poser ainsi la question, et non l'évacuer au nom d'un pseudo-réalisme qui ne règle rien, et d'inavouables calculs électoraux nécessairement déjoués par la surenchère à droite.

Je vois chaque jour les associations, les communes, les collectifs de toute nature, les églises agir pour l'hospitalité concrète, et les actes quotidiens de milliers d'individus dans les quartiers et les villages. Ils sont à leur façon l'identité française que nous voulons. À l'inverse, ceux qui contribuent par action ou par omission à la fin de l'hospitalité, ceux-là abîment la France.

L'école en première ligne

L'école reste ségrégative. Aucune loi de refondation, aucune circulaire, aucun zonage prioritaire n'est parvenu à ce jour à la remettre sur les bons rails.

Pour refaire du commun, l'école reste en première ligne. Afin d'être égalitaire, elle doit personnaliser la relation avec l'élève dès l'âge de 2 ans. Cela implique un déploiement d'énergie et de méthode pour les enseignants et des budgets importants. Cette ambition exige

d'amplifier les moyens des politiques éducatives sans relâche et sans retour en arrière. Ainsi, des classes de plus de 15 élèves peuvent n'avoir plus aucune efficacité. Sachons le reconnaître. Il importe également de rechercher une large adhésion aux pédagogies qui ont fait leurs preuves, sans dogmatisme et sans altérer le contenu des disciplines. Confier à l'école seule le soin de surmonter les fractures de la société serait un terrible ultimatum. Mais elle peut beaucoup si l'on aide les enseignants français, par des soutiens concrets et des réponses à l'écoute de leurs pratiques, à exercer leur métier.

L'école dans ses premiers degrés n'est pas un conservatoire des savoirs à l'usage des élites. Elle est l'instrument républicain d'un immense et indispensable sauvetage de générations d'élèves que rien n'autorise à sacrifier. Assurer la réussite scolaire est un magnifique message à toute la société ; peut-être le plus beau, pour démontrer qu'aucun enfant de France n'est un oublié de la République. Nous savons ce qui marche, les enseignants nous le disent, il faut en faire une politique durable.

L'engagement des générations

Comme tous ceux qui ont donné au bénévolat, au militantisme ou à l'action humanitaire une grande part de leur vie, je crois à l'engagement. La République a durant des décennies exigé le don de soi à travers le service national. Puis, récemment, le service civique s'est peu à peu développé. L'individualisme contemporain n'est pas nécessairement l'ennemi de l'engagement. Nous devons mettre au banc d'essai un nouveau service civique pour tous, partagé entre des activités de protection des populations et le soutien aux actions d'intérêt général. Son caractère obligatoire suppose aussi qu'il comporte, quand c'est nécessaire, une école de la seconde chance ou la préparation au permis de conduire.

Il ne s'agit évidemment pas de revenir à un service national uniforme pour tous les jeunes Français, mais de construire le cadre d'un engagement pour des causes communes. Je sais les réticences que suscite ce projet. À un engagement « imposé », je préfère une consultation préalable des Français. Ce serait une épreuve de vérité de la solidarité des générations. Un tel projet relancerait les parrainages, les tutorats, les mécénats qui permettent, après une vie professionnelle, de donner un coup de main à des jeunes et de transmettre un capital d'expérience. Ce serait un formidable *pacte des générations*.

Les architectes des territoires

L'aménagement du territoire de la France laissé aux dynamiques de l'inégalité ne trouve pas de véritable contrepoids. La métropolisation est un phénomène mondial, l'hyperconcentration urbaine a pris la suite du centralisme parisien. Le décrochage territorial du Nord et de l'Est se prolonge dans le Massif central, souvent à l'échelle infra-départementale. La fragilisation accrue des villes moyennes et du monde rural n'a suscité aucune tentative durable pour soutenir une ruralité moderne et répondre plus largement à l'insécurité territoriale.

Pourtant, l'imagination irrigue ces territoires qui tentent de « s'en sortir » et revendiquent un « bouclier de droits ». J'entends par là les conditions d'accès à des services vitaux ou à des opportunités individuelles.

J'entends par « tentative durable » les conditions d'accès à des services vitaux ou à des opportunités individuelles. Axel Kahn, marcheur infatigable, a décrit cette « sécession³⁹ », cette rupture avec

la politique qui naît de l'appauvrissement de territoires ruraux ou industriels que le marché mondialisé exclut de la prospérité.

Les territoires malmenés dans la République ne se limitent pas aux banlieues. Les territoires désindustrialisés et une grande part de l'espace rural vivent depuis longtemps des situations d'abandon qui les poussent à cette *sécession*. Les stratégies de concentration des efforts publics et des centres de décision sur les grandes agglomérations et les grands équipements doivent être contredites pour préserver le droit à l'accès des personnes à des biens publics de base, et regagner l'équilibre des territoires. Ce n'est pas hors de portée.

Accès aux soins de premier recours, mobilité de tous, réseaux numériques modernes, prise en charge du vieillissement, emplois de proximité : telles sont les priorités qui s'énoncent quand les paroles sont écoutées, en Seine-Saint-Denis comme dans le Morvan. L'échelle régionale est la bonne pour penser et organiser, celle du territoire de proximité est appropriée pour agir. Il y a place pour une formidable coopération de l'action publique, aujourd'hui « désinventée ». La France a su installer la République au village avec les contemporains de Jules Ferry, l'aménagement du territoire pour la reconstruction d'après-guerre, les contrats de plan pour accompagner la décentralisation. Nous devons imaginer *le nouveau maillage républicain*.

J'invite une nouvelle fois à sortir de la grande panne de l'action publique. La loi, trop abstraite, ne fait pas tout, le contrat n'incite pas assez, les lobbies immobilisent. Nous devons, avec le plan République, inventer une mobilisation d'un nouveau type, fondé sur le cycle des mandats électifs, avec des engagements chiffrés dès le début des législatures. Avec du temps long, la convergence des budgets, la fin des clientèles et des féodalités.

J'invite aussi à quitter le terrain du constat éternellement répété de l'appauvrissement de la périphérie – ou de l'ultrapériphérie

39. Axel Kahn, *Pensées en chemin*, Paris, Stock, 2014.

pour les outre-mer. La France des marges est souvent celle qui expérimente et invente des réponses positives pour des situations en apparence insolubles. Nous l'avons souvent montré dans la Nièvre. Réduire les ghettos, redonner leur chance aux marges, rendre sa fierté à une ruralité moderne : la tâche, pour immense qu'elle soit, dispose en France d'innombrables ressources humaines. Les architectes des territoires sont sur tous les terrains, dans les associations, les collectivités, les grands services publics. Il reste à leur donner une direction et une ambition. On ne peut les confiner à la gestion désespérante de toutes les pénuries.

Ce plan République devrait devenir la première mission d'un *bon gouvernement*, celui de la France concrète.

LA RECONQUÊTE DES SOUVERAINETÉS, EUROPÉENNE ET FRANÇAISE

C'est l'ambition commune de tous ceux qui ne se satisfont pas du minimalisme politique, dont l'emprise a, depuis trente ans, dépassé les bornes du libéralisme traditionnel. Pour les uns, la souveraineté est d'abord, voire exclusivement, nationale. Pour d'autres, dont je suis, la souveraineté se gagne ou le plus souvent se perd depuis longtemps à deux étages : la France et l'Europe⁴⁰. Pour les socialistes, l'avenir passera par une confrontation avec l'Europe. Ils devront construire des majorités, assumer des rapports de force difficiles, pas seulement au nom de la France, mais pour que l'Europe avance.

40. Stéphane Collignon, Christian Paul, *Pour la République européenne*, Paris, Odile Jacob, 2008.

La souveraineté européenne est-elle encore une perspective ?

L'État-nation est notre matrice originelle ; l'Union européenne, une construction politique en devenir. Elle est inachevée, et son déficit démocratique est immense.

La France peut beaucoup. Mais personne n'est sérieusement capable de démontrer que l'on résiste mieux à la mondialisation néolibérale à l'échelle nationale. C'est bien à l'échelle européenne que peuvent, sur des points majeurs, se construire les alternatives possibles. Nous devons enfin entendre que certaines questions essentielles sont devenues les affaires communes des citoyens européens : monnaie, frontières, défi climatique, et bien d'autres encore. Le périmètre de la refondation s'inscrit dans un premier cercle ouvert, probablement celui de la zone euro.

Comment cette dernière peut-elle agir dans la durée pour retrouver une croissance soutenable et riche en emplois, ou réagir en urgence en cas de crise, si son système de décision brutal échappe à la raison démocratique, au suffrage universel et au contrôle des citoyens européens ? Thomas Piketty l'exprime avec netteté : « La grande leçon des dernières années, c'est que le contournement de la démocratie par des règles automatiques ne permet pas d'adapter la politique budgétaire à des situations économiques imprévues ; c'est ce qui a conduit à la rechute de 2011-2013. » Les traités cadenassent un ordre économique libéral, avec ses multiples contraintes.

Osons affirmer qu'il faut remettre le projet européen sur les bons rails, au lieu de rejoindre le chœur des pleurs. L'euro est désormais une cause commune de l'Europe, une *res publica* européenne. L'harmonisation fiscale, un budget pour la zone euro, une meilleure coordination des politiques macroéconomiques pour tourner la page de l'austérité, une souveraineté européenne assise sur des processus

réellement démocratiques sont les conditions d'une solidarité efficace, sans laquelle la crise grecque se renouvellera ailleurs avec une banale cruauté. Un Parlement de la zone euro et un gouvernement économique donneraient enfin sa légitimité à une politique économique et budgétaire.

Ceux qui ont foi dans l'Europe et ses progrès possibles demeurent plus nombreux qu'on ne le croit. Partout où la gauche se réinvente en Europe, comme en Grèce ou en Espagne, comme demain en France, je l'espère, l'appel à une démocratie européenne se fait entendre. Le souverainisme n'est pas dans les gènes de Tsipras ou d'Iglesias. Ni dans les nôtres.

Régis Debray, pourtant pourfendeur de ce qu'il nomme les « illusions européennes », en convient : « L'histoire repasse les plats... Il y a des exploits qu'on ne réussit pas du premier coup⁴¹. » Doter l'Europe d'un imaginaire nourri de son histoire, identifier les biens communs des Européens, oser la démocratie européenne : tels sont les ressorts qui permettront de changer le statut de cette entreprise politique, et de lui confier une véritable souveraineté.

La souveraineté du peuple, contre le souverainisme

Le peuple est le souverain, chaque citoyen détient une part de la souveraineté. Cette évidence, clé de voûte de la philosophie politique, défie le temps. La souveraineté ne dit pas qui l'on est, mais qui détient le pouvoir et comment il a été conféré. Quand le marché défie la démocratie et la met en déroute, la souveraineté n'est plus qu'une fiction. Cela s'appelle une expropriation de la souveraineté. C'est pourquoi, tout au long de ces lignes, j'ai insisté sur la

reconstruction de la démocratie. Démocratie et souveraineté vont en effet de pair.

La souveraineté populaire s'est effritée aux yeux des Français. La crise de la représentation, l'absence de démocratie européenne comme contrepartie des pouvoirs transférés, la carte des nouvelles puissances dans la mondialisation, la faillite des régulations sur les empires économiques... et s'il n'était pas trop tard pour reconquérir du pouvoir sur ces tendances que l'on sait longues et lourdes ? Non pour des aventures de pure protestation à la porte des G20, mais pour des conquêtes volontaires et visionnaires. La France peut être l'un des solides camps de base, à condition de ne pas être le seul. Entre les étapes coloniales d'un passé lointain définitivement enfoui et les gouvernances néolibérales hors des sols nationaux, il y a place pour une épopée qui ne s'assigne pas la nation comme seul horizon. « La France ne sera plus jamais une grande puissance », affirme Guillaume Duval. Le dire ainsi n'est pas souscrire à l'idée d'un irrésistible déclin français. La souveraineté se reconquiert aussi par la participation à une Europe solidaire et démocratique. Il faut la redessiner. Elle s'exerce par les moyens modernes de la puissance : un message clair au monde, une culture plurielle et foisonnante, une langue nourrie de notre relation au monde, mais aussi une capacité militaire répondant aux menaces d'aujourd'hui.

41. Régis Debray, *Allons aux faits*, Paris, Gallimard, 2016.

LA PROCHAINE GAUCHE

Ça ne peut plus durer. La gauche française doit se réinventer. Son échec actuel est d'abord le produit des renoncements et de la faiblesse morale et politique des comportements et des projets. Cet inventaire n'invalide pas la nécessité historique de la gauche, ni le clivage droite/gauche – fût-il percuté par l'installation inquiétante et durable du Front national dans la vie politique française. Le temps de la mondialisation a joué contre la gauche, qui n'a pas su faire fructifier ses opportunités ni domestiquer ses sauvageries. Pour qu'elle reprenne la main sur l'avenir et les progrès possibles, ce qui est sa vocation, il lui faut une rupture fondatrice avec des appareils partisans dépassés par les événements.

À continuer ainsi, le Parti socialiste ne se relèvera pas. Les autres partis à gauche non plus. Depuis 1971 et la fondation du Parti socialiste, jamais l'interrogation n'a été aussi lancinante : la gauche est-elle mortelle ?

LES FAUSSES SOLUTIONS CONDAMNENT LA GAUCHE À L'ERRANCE

Débarrassons-nous de ces récits trompeurs qui obscurcissent notre horizon. La doctrine du tripartisme nouvelle manière, en vogue au Parti socialiste, tend à discipliner autoritairement les gauches face

au « bloc réactionnaire ». À l'inverse, la quadripartition, évolution bien réelle, nous condamne durablement à l'impuissance. Dans les deux cas, la gauche va dans le mur.

L'illusion du tripartisme

Les règles régissant l'élection présidentielle nous poussent à la construction de coalitions politiques à vocation majoritaire. Longtemps, notre système politique a été gouverné par un inamovible duel gauche/droite permettant à d'innombrables candidats de ces deux grandes familles de faire s'affronter leurs lignes de fracture, de vivre leurs primaires lors du premier tour avant de se réunir lors du second. Depuis le 21 avril 2002, ce système n'est plus. Face aux déceptions provoquées par le Parti socialiste et la droite de gouvernement, l'extrême droite, longtemps honnie, s'est invitée dans ce jeu trop huilé. La menace de la voir conquérir le pouvoir n'est pas à prendre à la légère et les républicains que nous sommes ne peuvent l'ignorer.

C'est ainsi qu'est né rue de Solferino le « nouveau tripartisme », qui partage le paysage politique français entre le FN, la droite et un PS de centre gauche. Cette lecture nous infantilise. Elle repose sur l'affirmation qu'un « bloc progressiste », conduit par un leadership de centre gauche, se construit face aux menaces de la droite et du Front national. Elle n'est ni exacte, ni opératoire. Son invention nourrit la croyance qu'un rassemblement inné, mécanique, existe autour des idées en vogue durant le quinquennat de François Hollande.

De même qu'il n'existe pas de bloc réactionnaire unifié, le *bloc progressiste* n'est qu'une création artificielle sans vocation majoritaire. Il n'a rien d'homogène. Plus de la moitié de l'électorat de François Hollande en 2012 considère que l'exécutif s'éloigne de ses valeurs. Ce n'est pas une mince affaire. Nous l'avons dit avec cent parlementaires au lendemain du scrutin municipal du printemps 2014.

Tel qu'il est exposé actuellement, le tripartisme rétréci que l'on nous propose est un risque et une illusion. Il se contente d'offrir un bouclier bien fragile pour limiter l'ampleur des défaites électorales à venir, tout en évitant l'inventaire des politiques du quinquennat.

Les dangers de la quadripartition

En réalité, la politique du quinquennat pousse tout droit à la quadripartition, autre forme d'impuissance électorale. En encourageant sur la droite du Parti socialiste une option sociale-libérale, François Hollande et Manuel Valls ont enclenché cette machine infernale. La politique qu'ils ont menée n'a pas de base électorale.

Le risque de schisme, présent au sein du Parti socialiste depuis 2014, repose sur les divergences dans l'exercice du pouvoir, sur le contrat démocratique et sur les grandes orientations. Ce n'est pas le réglage macroéconomique à lui seul qui a fissuré la gauche française ! Ce n'est pas non plus la paresse intellectuelle. Non, la fracture vient du sentiment de trahison des engagements pris en commun devant les Français dans une campagne d'allure modérée, avec un programme *a minima* que personne ne peut considérer comme dépensier et démagogique. Le président de la République a décidé souvent seul d'orientations qui s'apparentent à un virage sans préavis. Ce n'était pas des synthèses bancales, mais un nouveau cours que nous n'avions pas voulu.

Si la gauche éclate plus encore et que le Parti socialiste se casse en deux, notre pays entrera de plain-pied dans la quadripartition, ce qui écarte tout espoir pour 2017, et peut-être pour longtemps. En outre, la menace d'une revanche libérale et conservatrice ne suffira pas à rassembler ces forces éparses⁴².

42. Jérôme Jaffré défend également cette thèse : « Nous entrons dans la quadripartition de l'espace politique », *Le Figaro*, 17 mai 2016.

Soyons précis. Cette quadripartition n'a pas eu de traduction électorale avant l'élection présidentielle. À très court terme, elle entraîne la gauche dans un mouvement brownien dont personne ne mesure les conséquences. La France ne fait pas exception : comme ailleurs en Europe, une gauche plus offensive s'y ébauche, qui ne se confond pas avec la partie la plus usée de la social-démocratie, avec les réformateurs libéraux ou les élites gestionnaires.

Sommes-nous conduits à une fracture irréversible, et donc à la quadripartition ? Je récusé la thèse des gauches irréconciliables, non seulement par souci d'efficacité, mais parce que j'observe que les fossés se creusent surtout quand on décide de les approfondir plutôt que de les combler. L'histoire de la gauche au XX^e siècle est pleine de ces reconstructions.

Considérons que la quadripartition est déjà un risque avéré et une réalité politique prochaine, avant d'être demain un fait électoral si nous ne savons pas mettre au monde une alternative solide aux politiques sociales-libérales et à la dispersion actuelle des candidatures et des partis.

LA « GRANDE GAUCHE », UNE NOUVELLE COALITION

Pour combattre la décomposition qui s'accélère à la veille de l'élection présidentielle, il est donc plus que jamais urgent de retrouver des fondations durables et une nouvelle coalition.

Les îles et l'archipel

Sous des formes nouvelles, la « grande gauche » reste la seule stratégie. La gauche n'a réussi à exercer le pouvoir qu'au prix de

grandes coalitions : Front populaire, Union de la gauche, gauche plurielle... Depuis toujours, *la gauche n'est forte que lorsque ses îles se réunissent en archipel*.

Cette règle n'a pas vieilli. La majorité de 2012, en s'en affranchissant, s'est délitée en moins de deux ans. D'absolue, elle est devenue minoritaire et vulnérable, se réfugiant dans l'usage pourtant fortement condamné de l'article 49.3 de la Constitution contre des députés de gauche. Refusant de bâtir un véritable contrat de majorité, François Hollande s'est isolé et enfermé.

L'unité se recréera à gauche autour d'une force politique capable d'affronter l'exercice du pouvoir au prix d'un inventaire sérieux du quinquennat qui s'achève, mais surtout si nous savons exprimer convictions, vision et innovation. La gauche ne réussit jamais sans se réunir. Mais l'unité ne se décrète pas, ou ne dure pas, quand aucun projet inspirant ne vient la cimenter. L'union est un combat, pas une condamnation.

L'unité est un talisman précieux pour l'action politique, mais elle peut devenir une coquille vide. J'invite à relire le discours de François Mitterrand à Épinay en 1971. Il y pose une seule question, qui tient lieu de fil rouge : « Qu'allons-nous faire de l'unité ? »

L'unité n'est pas la valeur ultime. Le rassemblement de la gauche conditionne ses victoires, mais elle ne gagne jamais si l'unité n'est qu'un simulacre. Nous devons nous défaire de l'obsession unitaire quand elle n'est qu'une camisole des esprits. Ce fut le destin de la SFIO. « Tout se passait comme si le Parti avait en lui-même sa propre fin⁴³ », écrit l'historien François Lafon. Et la gauche d'après s'est inventée ailleurs, à la Convention, dans les clubs ou au PSU.

43. François Lafon, *Guy Mollet*, Paris, Fayard, 2006.

L'histoire de France tolère-t-elle d'autres constructions que celle du rassemblement des gauches ? Les tentatives d'hégémonie du centre n'ont jusqu'ici jamais dépassé le temps d'un moment de séduction ou d'aubaine. Emmanuel Macron s'y essaie à son tour.

Le nouvel archipel des gauches n'en est qu'à sa genèse. Son histoire est à écrire. Les temps qui viennent exigent *la réinvention de la gauche*, dans un esprit d'innovation démocratique et de rassemblement. Ce nouvel ordre démocratique, sans appeler nécessairement à la disparition immédiate des partis actuels, réclame d'eux une profonde mutation.

Il ne s'agit pas d'une simple recombinaison, d'un mécano d'appareils, encore moins de l'un de ces innombrables simulacres ou coups de peinture qui s'écaillent à la première bourrasque. Nouvel Épinay, pourquoi pas ? On l'attend depuis longtemps, mais 1971 venait après une rude traversée du désert. Big-bang ? Il existe des méthodes moins brutales que l'explosion. Ou, pour les plus tièdes, juste un dépassement du Parti socialiste ? La Belle Alliance populaire a déjà tenté sans succès de sortir des routines partisans.

Les partis politiques de la gauche française doivent se préparer à muter après l'élection présidentielle, faute de l'avoir fait avant. Le Parti communiste et Europe Écologie-Les Verts n'échappent pas à de telles exigences envers eux-mêmes. Personne à lui seul ne détient la clé d'une gauche meilleure.

Dynamité par l'exécutif et par les ambitions de quelques-uns de ses chefs, devenus les soldats perdus de l'écologie politique, Europe Écologie-Les Verts mérite mieux que la description qui en est souvent faite aujourd'hui. Convertir la prise de conscience écologique d'une grande partie de la gauche en nouveau modèle de développement ne se fera pas sans ceux des écologistes qui participeront à la prochaine

gauche. La richesse humaine et militante, le foisonnement des idées et la combativité seront précieux.

De bons esprits à gauche ont trop vite enterré les communistes ! Pourtant, le Parti communiste a entamé son ouverture et sa mutation sans nostalgie. Et les communistes ont gardé l'ancrage populaire que la social-démocratie a trop souvent jeté par-dessus bord.

Chacun en conviendra, il ne s'agit pas de faire bégayer l'histoire.

Je n'invite pas à occuper un espace et des places, mais à initier un processus. Il s'agit bien de formuler un nouveau projet politique, et de construire les alliances, le nouvel archipel. L'esprit de rente, l'absence de risques sont incompatibles avec l'entreprise que j'appelle de mes vœux avec tant d'autres. Les socialistes doivent construire avec tous à gauche cette nouvelle coalition, sans hégémonie, comme on bâtit une coopérative politique, une coopérative d'idées et d'actions. Baptisons-la provisoirement... « Démocratie ».

Coalition ou nouveau parti ? Coalition et nouveau parti ? Les deux probablement : *la coalition « Démocratie »* pour retrouver rapidement l'efficacité collective et le goût d'avancer ensemble, et *un mouvement politique totalement refondé* avec ceux qui voudront participer à cette belle et utile aventure.

UN NOUVEAU PARTI ET UN PARTI D'UN NOUVEAU TYPE

Nous avons un immense besoin d'un nouveau parti, et surtout s'impose *l'exigence d'un parti d'un nouveau type*. Je crois ne pas trop m'avancer en disant que beaucoup à gauche le désirent ardemment.

La gauche ne meurt jamais, mais les partis sont mortels. Les appareils politiques de la gauche n'ont guère d'attractivité aujourd'hui, sauf pour quelques divisions de militants sincères et autant de bataillons d'élus qui tiennent les petits et grands bastions résistant encore à la déroute qu'ont été les élections depuis 2014 pour le Parti socialiste et la gauche tout entière. Descendants du mouvement ouvrier et des avant-gardes du XX^e siècle, les partis de gauche sont ces temps-ci les héritiers ingrats et décevants de ces épopées. Les uns se bornent à faire semblant – en singeant l'histoire. Les autres s'apprêtent à faire table rase – en prônant la feuille blanche. Faisons autrement !

L'heure n'est plus seulement pour le Parti socialiste à « ouvrir les portes et les fenêtres » après s'être bunkérisé durant cinq ans. Cet effort pouvait, du moins l'imaginait-on, suffire pour les moments d'après-défaite, 1993, 2002, 2007. Désormais, notre parti ne dispose plus en son sein des femmes et des hommes, des idées et des énergies suffisants pour opérer une simple rénovation intra-muros. *Le Parti socialiste doit vraiment sortir de ses murs.*

En effet, avant que naisse un nouveau parti capable de porter toujours en avant l'espérance de la gauche française, il faut sortir. Sortir sans partir. Sortir des murs d'un parti qui a été lâché, abandonné par ceux qui ont exercé le pouvoir, sans lui et loin de lui, et qui rêvent ouvertement de sa liquidation. Sortir pour ne pas trahir. Sortir des murs pour respirer avec la société un air neuf.

Mais respirer ne suffit pas. Il n'est pas de politique sans idées. Les idées rendent possibles les coalitions, et non l'inverse. Le travail des idées se dessèche quand cesse la bataille des convictions, quand seules règnent les ambitions. Nous en sommes arrivés là. Sans doctrine, désormais incapable de porter un regard critique sur l'exercice du pouvoir ou sur les nouvelles formes du capitalisme, le Parti socialiste

ne remplit plus son rôle. Dans cette épreuve du pouvoir, tant préparée et attendue, il n'a pas su trouver la juste distance à l'égard du gouvernement, la saine autonomie que doit assumer le parti majoritaire. Après 2017, certains tenteront une OPA sur le nom, la marque, l'héritage dès le second tour de l'élection présidentielle. Nous résisterons, sans faire du maintien d'un appareil un but en soi, mais pour avancer et changer en bon ordre.

La démocratie ne s'arrête pas aux portes des partis. Lançons le défi aux appareils, mais tendons surtout la perche aux citoyens. Beaucoup d'ailleurs ne nous attendent plus, on le sait. Seuls des actes fondateurs authentiques recréeront le lien entre les mille et une initiatives présentes dans l'espace public et pousseront à l'engagement une nouvelle génération. Un événement au grand jour devra marquer solennellement un moment de rassemblement créatif après l'élection présidentielle, quel que soit son résultat.

Le parti politique que nous voulons doit être non seulement un outil politique efficace, mais d'abord une communauté humaine attirante. Qui, dans la génération à venir, rejoindra un parti qui ne donne pas, qui ne donne plus envie de s'engager, de donner du temps et de l'énergie à des causes communes ? Devenu machine électorale et conservatoire morose des périodes glorieuses des années qui vont de 1981 à 2002, le Parti socialiste ne permet plus la relève des générations.

Les formes politiques de demain ne peuvent plus être des forteresses partisans, territoriales et verticales. Elles ne peuvent plus conjuguer routine et féodalisme. Elles doivent devenir inclusives et éthiques, plus horizontales et bienveillantes, ancrées dans des réalités vécues professionnelles, culturelles, locales. Elles ne sont ni serviles, ni consensuelles. Il leur faut donc inventer des modes de délibération qui échappent aux figures imposées des avant-gardes ou des partis notabilisés.

Elles feront vivre en réseaux des centaines de groupes en ligne, en cercles et non plus en pyramide, comme un réseau social porteur d'un immense appétit de débats et d'un projet politique à reformuler, en s'affranchissant des langues mortes de la politique française.

J'entends dire que les sondages et les primaires tuent les partis et assassinent la pratique militante. Je ne crois pas que ce soit exact. Ce qui dévitalise les partis, hormis le manque de courage, se niche dans le cynisme, l'absence de travail culturel et collectif authentique et les renoncements programmatiques sans préavis. Voilà nos adversaires à combattre. Ce n'est pas hors de portée.

Il reste que l'on ne change pas la politique en restant hors de l'exercice du pouvoir. L'antipouvoir devient vite de l'antipolitisme. La rupture nécessaire dans les formes partisanes n'exonère pas d'une ambition stratégique, une nouvelle coalition des gauches, la reconstruction de la « grande gauche », celle qui a permis la victoire à l'élection présidentielle de 2012, ou des majorités comme celle qui dirige Paris, capitale de la France et de nombreuses communes de notre pays.

CONCLUSION

C'était un temps déraisonnable où une chancelière allemande issue des rangs de la CDU donnait à l'Europe entière, et à un Premier ministre français égaré en Bavière, des leçons d'hospitalité à l'égard de foules humaines fuyant la guerre. Comment penser que l'on protège mieux son pays en affaiblissant des valeurs qui sont ses défenses immunitaires ?

En tentant d'être juste, le jugement que je porte sur ces cinq années ne relève pas d'une simple déception, mais de profonds désaccords. Nicolas Sarkozy avait ouvert la voie au Front national. L'exécutif actuel ouvre le chemin aux politiques économiques libérales, et à l'usage sans complexe d'institutions pourtant à bout de souffle. Le spectacle national démoralise et détourne les Français de la politique depuis longtemps. Pire, l'endormissement des consciences rend possible une nouvelle décennie tragique, réveillant les fantômes des années 1930.

Pour l'avenir, la distinction entre la droite et la gauche ne disparaîtra pas, pas plus que ne devient inéluctable la droitisation de la société. L'élection de 2012, encore très proche, a montré qu'elle n'avait rien d'irréversible. Ce n'est pas la France qui se droitise, c'est la gauche qui s'oublie et s'affadit.

À l'heure où j'écris ces lignes, la défaite de la gauche en 2017 n'est pas irrésistible. La primaire lui redonne sa chance, à condition

qu'elle élargisse fortement son audience. « Lorsque le président n'est plus cru, c'est qu'il est cuit », écrivait cruellement François Bazin, l'un des confesseurs de ce quinquennat « de basse tension⁴⁴ ».

Avant comme après l'élection présidentielle, et quel que soit son résultat, il faut sans relâche travailler à la prochaine gauche. Notre premier devoir sera en effet de réveiller et de relever la gauche française, confrontée à des choix historiques, comme partout en Europe. Les divergences au sein même des gauches de gouvernement en Europe sont en effet généralisées : en Grande-Bretagne, où Jeremy Corbyn a pris la tête d'un Parti travailliste encore englué dans l'après-blairisme ; en Grèce, pays que Tsipras dirige sans regarder en arrière, vers les décombres du Pasok ; en Espagne, où Podemos défie avec une offre et des formes politiques nouvelles le PSOE qui, lui, explose avec Pedro Sanchez ; et même en Allemagne où, avec l'épuisement du SPD, la stratégie R2G « rouge-rouge-verte » devient une hypothèse crédible. Au-delà de l'Europe, les démocrates américains ont dû entendre la voix d'une nouvelle gauche avec Bernie Sanders.

Nous saurons trouver la voie française. Il n'y a pas de déclin irréversible de la gauche, mais une tentation libérale et autoritaire qui ne l'épargne pas, et qui la mine. Notre projet doit puiser dans le meilleur de la société numérique, l'écocivilisation, la dignité par le travail et la conquête d'une démocratie ouverte et bien vivante. Pour autant qu'elle tienne bon sur les principes d'égalité et de justice, l'État de droit et le soin des autres, la gauche a un avenir. C'est un projet de renaissance.

Être à la hauteur des temps sans se renier, ce défi nous habite. La gauche doit apporter des solutions aux questions cruciales

des temps nouveaux, sans cesser d'être inspirée par des principes durables. Elle doit comprendre la société, réapprendre à faire vivre un compromis historique pour la transformation du pays, positif pour les salariés car porteur de droits nouveaux, favorable à l'innovation, offensif et protecteur en Europe.

L'unité n'a de sens que pour un projet de cette ambition. J'invite à travailler à la future « grande coalition » des gauches et des écologistes, et à la meilleure manière de la traduire dans l'action et les organisations politiques. Sans céder un pouce, sans perdre une seconde, cet immense chantier doit être largement inspiré par les générations nouvelles.

Ne cédon pas à la facilité et aux modes politiques éphémères. Les alliances centristes, un mythe en réalité ancien, ne résiste pas au banc d'essai, moins à cause des modes de scrutin que des tendances de fond de la société, de ses courants historiques. Ne confions pas non plus les clés de l'avenir à ceux qui ont laissé la gauche s'émietter. Ils sont bien mal armés pour la rassembler. Les principaux acteurs des défaites politiques et morales qui se sont succédé, une fois dépouillés de leurs armures institutionnelles, ne seront pas les meilleurs auteurs du renouveau de la gauche. L'héritage de la gauche et son histoire récente enseignent qu'on ne peut la réformer, la préparer aux temps nouveaux avec le logiciel des valeurs de la droite.

La « grande gauche » ne peut se réinventer qu'en prenant appui sur ses valeurs – celles de la République, mais aussi du travail et de la création – et en les mettant au service des forces sociales qu'elle défend : des ouvriers aux chômeurs, des employés aux ingénieurs, des travailleurs indépendants aux entrepreneurs de la nouvelle et de l'ancienne économie. Cette refondation existera aussi par notre émancipation des formes actuelles des partis.

44. François Bazin, *Les Ombres d'un président*, Paris, Plon, 2015.

« La vertu est un investissement », disait le général de Gaulle. Ce conseil avisé nous guidera pour construire ce préalable démocratique que la gauche française doit offrir au pays, grâce à une véritable alternance. Cette nouvelle République doit rompre les amarres avec le monument constitutionnel voulu par l'homme du 18 juin. Sans révolution ni guerre civile, mais pour revitaliser une nation que rien ne condamne définitivement au déclin.

J'accepte, pour ma part, cette injonction à l'optimisme. Si elle l'entend également, la gauche (re)vivra.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Le monde a changé ! Et après ?	11
Une réaction nationale tardive face au déclin industriel	12
La promesse inachevée du monde numérique	15
Adaptation ou transformation	18
La tentation du « grand déplacement » : de l'égalité vers l'identité	23
La droite donne le ton ; à gauche, on entonne le refrain	25
Comprendre n'est jamais excuser	27
La panne de l'égalité	32
L'impasse des projets défensifs	37
Europe, le temps des impuissances	38
Loi Travail, la gauche à contre-emploi	41
Fausses réformes structurelles : la faiblesse des ambitions	44
Le préalable démocratique	47
La défaillance démocratique française	47
Une nouvelle démocratie pour transformer la France	55
Chantiers ouverts au public	62
Les conquêtes de l'alternance qui vient	67
Le grand dessein des révolutions productives	69
L'avenir du travail	76
Le plan République	82
La reconquête des souverainetés, européenne et française	88
La prochaine gauche	93
Les fausses solutions condamnent la gauche à l'errance	93
La « grande gauche », une nouvelle coalition	96
Un nouveau parti et un parti d'un nouveau type	99
Conclusion	103

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-102-8

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Une publication conjointe de la Fondation Jean-Jaurès
et de la Fondation européenne d'études progressistes,
avec le soutien du Parlement européen



Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie BURELOR
NOVEMBRE 2016

CHRISTIAN PAUL

LES ÎLES ET L'ARCHIPEL POURQUOI LA GAUCHE (RE)VIVRA

En 2017, le pays décide de son avenir. Là se joue aussi le futur de la gauche française. Car pour Christian Paul, rien n'est joué si elle a le courage de se réinventer.

Dans cet essai, l'auteur décrit ce que pourraient être les chantiers de cette « gauche de transformation » : participation citoyenne pour une démocratie authentique, pouvoir parlementaire renforcé, sécurité sociale professionnelle...

Ce n'est qu'en renouant avec leurs valeurs de manière ambitieuse que les « îles » de la gauche pourront faire « archipel ». Un archipel où les Français auront à nouveau le goût de se retrouver.

Christian Paul est député de la Nièvre.

www.jean-jaures.org



ISBN : 978-2-36244-102-8
3 €

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION JEAN JAURES
& ETUDES PROGRESSISTES



Fondation
Jean Jaurès